

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Khrouchtchev à l'O.N.U.	1	JEAN DORAN. — L'économie de l'Allemagne de l'Est.....	9
L'Internationale Communiste et la question noire	3	LUCIEN LAURAT. — Ce qu'ils ont fait des Républiques baltes.....	12
Le sort des étudiants africains en Union soviétique	4	Scènes de la vie soviétique : Comment on fabrique les statistiques.....	16
A. DORMONT. — Le Parti socialiste italien reste accroché au Parti communiste italien	8	La récolte biologique	19
		Les rapports sino-soviétiques.....	20
		Chronique du mouvement communiste	23

Khrouchtchev à l'O.N.U.

MÊME ceux qui, en France, ont toujours considéré comme utopique l'idée d'une assemblée des nations qui réglerait les différends entre les Etats pour qu'ils ne le soient pas par le moyen des armes, même ceux qui, dans l'entre-deux-guerres, criblèrent de sarcasmes la Société des Nations et abreuvèrent d'amertume un Aristide Briand pour la foi qu'il avait en elle, même ceux-là ne peuvent pas ne pas déplorer l'incroyable déchéance morale et matérielle à laquelle le comportement calculé d'un Khrouchtchev a réduit cette Organisation des Nations Unies dont l'idée, depuis deux siècles et demi, cheminait dans la conscience française. Les échecs répétés qu'a subis le porte-parole du communisme mondial dans les votes, les triomphes qui furent faits à certains moments au secrétaire général qu'il avait cruellement injurié, ne doivent pas faire illusion. Quoi qu'il arrive dans les semaines qui viennent, Khrouchtchev a atteint à Washington les buts qu'avec ses collègues il s'était proposés, des buts qu'il est facile de connaître, bien qu'il n'en ait fait confiance à personne et au premier rang desquels il faut placer précisément cette déchéance morale de l'Organisation des Nations Unies. L'O.N.U. ne mourra sans doute pas du coup qui vient de lui être porté ; du moins, si elle ne meurt moralement, restera-t-il à Manhattan son cadavre maquillé. Elle est en tout cas sérieusement atteinte, et l'on voit mal d'où pourrait surgir le sursaut qui la porterait au rang dont certains avaient rêvé pour elle.

Ce que voulaient Khrouchtchev et ses collègues, c'était d'abord faire occuper la scène du monde par leur porte-parole, concentrer sur eux l'attention universelle, bref mettre sans bourse déliée au service de leur propagande le formidable appareil de la presse écrite et parlée des deux mondes.

Ce que voulaient Khrouchtchev et ses collègues, c'était aussi porter le désordre chez l'ennemi, jeter dans la société des Etats-Unis, où le communisme n'a jamais recruté qu'une poignée d'intellectuels sans plus de génie que de crédit, le germe d'une agitation révolutionnaire, et ils se sont souvenus de cette résolution sur « la question nègre » qui fut votée au IV^e Congrès de l'Internationale communiste en 1922 et qui assurait que « *le problème nègre était devenu une question vitale de la révolution mondiale* ». C'est ainsi que, sur les pas de Fidel Castro, Khrouchtchev s'en est allé jouer la comédie de l'antiracisme à Harlem.

Ce que Khrouchtchev et ses collègues voulaient surtout, c'était enlever à l'O.N.U. le peu qu'elle pouvait avoir d'autorité et de force. C'était d'empêcher qu'elle ne constitue ce pouvoir d'arbitrage et cette force d'intervention qui n'auraient assurément aucune efficacité si de grandes nations étaient aux prises, mais qui ont joué au Congo pendant deux ou trois jours le rôle décisif, qui donnait l'idée de ce que l'O.N.U. pourrait faire si les Etats qui en sont membres respectaient sa loi, s'ils consentaient à ne pas chercher

à utiliser pour leur politique propre les troupes qu'ils mettent à sa disposition. Et ce que l'O.N.U. pourrait faire, on l'a vu au Congo — même s'il ne faut pas lui attribuer tout le mérite de l'action ici évoquée — c'est d'empêcher que l'impérialisme soviétique ne profite des troubles pour étendre son emprise, infiltrer ses avant-gardes, jeter les premiers fondements d'un assujettissement total.

Les Soviétiques se sont rendu compte que, dans leur effort pour soumettre les pays nouvellement parvenus à l'indépendance, l'O.N.U. pouvait constituer un obstacle, peut-être décisif : cet obstacle, Khrouchtchev avait mission de le tourner, de l'affaiblir ou de le détruire.

Comment les maîtres de l'U.R.S.S. pouvaient-ils arriver à leurs fins ?

Ils pouvaient boudier l'O.N.U., s'en retirer, fonder une autre O.N.U., une organisation des Nations Communistes à laquelle peut-être quelques autres se fussent affiliées. Khrouchtchev en a brandi un moment la menace, et déjà Staline, au temps où il essayait de conquérir, par personne interposée, la Corée du Sud, avait plus ou moins parlé de faire du Mouvement de la Paix une sorte d'Organisation dite des Peuples qui eût essayé d'opposer sa voix à celle de l'O.N.U.. En réalité, ce n'était, de la part de Khrouchtchev, que menace verbale et il eût été bien gêné si quelqu'un l'avait pris au mot.

La méthode adoptée à Moscou, ce n'est pas de boudier l'O.N.U. ; ce n'est pas non plus de la détruire. C'est de la réduire à l'impuissance en la déshonorant aussi bien qu'en sabotant ses travaux, afin qu'elle ne soit plus qu'une espèce de forum (ou de foire), qu'un énorme amplificateur de propos démagogiques, qu'une tribune d'où Khrouchtchev et ses émules pourront haranguer le monde et jeter partout des brandons de discordes.

Le problème que leur posait cette sorte de Parlement international qu'est l'Organisation des Nations Unies était à leurs yeux pareils à celui que les communistes avaient eu à résoudre dans les pays de régime parlementaire. Vers 1920, les « gauchistes » de l'Internationale, ceux que Lénine disait atteint de « *la maladie infantile du communisme* », se fondaient sur la résolution commune à tous les communistes de détruire les parlements, organes de la « démocratie bourgeoise », donc de la « dictature du capital », pour préconiser un antiparlementarisme dont la première règle était que les communistes ne devaient pas entrer au Parlement. Ainsi pourraient-ils mieux travailler à sa destruction, tandis qu'en briguant les suffrages des électeurs et en envoyant quelques-uns des leurs siéger sur les banquettes des assemblées, ils auraient contribué à consolider dans les masses la croyance dans le régime parlementaire.

Lénine s'éleva contre cette conception, et il préconisa, il imposa ce qu'il appelait « le parlementarisme révolutionnaire », l'utilisation révolutionnaire du parlement. La résolution sur « *les Partis communistes et le Parlement* », qu'il fit adopter en 1920 par le second Congrès de l'Internationale communiste, reconnaissait que « *le communisme se donn[ait] pour but l'abolition du parlementarisme* » et qu'il ne pouvait être question « *de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction* ».

Mais il y était dit également que « *l'antiparlementarisme de principe, conçu comme le refus absolu et catégorique de participer aux élections et à l'action parlementaire révolutionnaire n'est qu'une doctrine enfantine qui n'aperçoit pas les possibilités du parlementarisme révolutionnaire* ».

Il fallait donc entrer au Parlement, en se souvenant toujours que « *l'action parlementaire consiste surtout à user de la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire* ».

« *Tout député communiste* », stipulait ce texte jamais aboli, « *est tenu de se rappeler qu'il n'est pas un « législateur » cherchant un langage commun avec d'autres législateurs, mais un agitateur du Parti envoyé chez l'ennemi, pour appliquer les décisions du Parti* ». Plus loin, était conseillé « *le dépôt régulier de projets de lois purement démonstratifs conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande, l'agitation et l'organisation [du parti]* ».

Bref, les communistes devaient entrer dans les assemblées « *non pour s'y livrer à une action organique, mais pour saper de l'intérieur la machine gouvernementale et le parlement* » (1).

Saper de l'intérieur l'Organisation des Nations Unies, Khrouchtchev s'y est employé de main de maître : ce ne lui était d'ailleurs pas difficile puisqu'il n'y fallait que de l'insolence, de l'impudeur et de la grossièreté. Il a (ou on lui avait) savamment calculé ses insultes. Il a injurié le secrétaire général de l'O.N.U. et il escomptait bien, ce faisant, que, malgré le « vote de confiance » de la majorité de l'assemblée, M. Hammarskjöld n'agirait jamais plus sans se souvenir des attaques soviétiques et sans essayer de les prévenir. Il a injurié le président Eisenhower et les Etats-Unis en sachant bien qu'il injurait en même temps ses auditeurs qu'il obligeait à entendre un pareil langage. Il a multiplié les propositions purement « *démonstratives* » conçues en vue de la propagande et de l'agitation. Au lieu de rechercher un langage commun avec les autres représentants, il s'est employé à détruire l'idée que l'O.N.U. est faite pour

(1) On trouvera tous ces textes et d'autres dans notre brochure : *Les communistes contre les institutions parlementaires*, supplément au B.E.I.P.I. du 16-31 juillet 1952.

L'Internationale Communiste et la question noire

Les manifestations que Khrouchtchev a cherché à provoquer en sa faveur dans le quartier noir de New-York (précédé en cela par Fidel Castro qui avait, en quelque sorte, essuyé les plâtres) remettent en mémoire, comme il est dit dans notre éditorial, les « thèses sur la question nègre » qui furent adoptées par le IV^e Congrès de l'Internationale communiste qui se tint à Moscou en novembre 1922.

Nous en publions ci-dessous le texte intégral, nous bornant à faire sur lui les remarques suivantes.

Il est frappant d'abord par le rôle accordé aux Noirs des États-Unis. C'est sur eux que l'Internationale communiste devait faire porter ses efforts à la fois sans doute parce que c'est parmi eux que l'on trouve le plus d'individus évolués et parce que, dans toute une partie des États-Unis, ces Noirs étaient des salariés du capitalisme

et qu'il était de ce fait plus facile de lier la lutte pour leur émancipation ethnique (ou ce qu'on présentait comme tel) à la revendication prolétarienne proprement dite.

On remarquera, d'autre part, l'évidente exagération apportée dans l'analyse de la situation des Noirs aussi bien dans le présent que dans le passé, et cela à la fois pour ce qui est des Noirs d'Afrique que de ceux des États-Unis.

Enfin, la prophétie que contenait ce texte ne s'est pas réalisée, démentant ainsi la prétendue infailibilité de la méthode d'analyse « marxiste-léniniste ». Il y a certes eu des compétitions des grandes puissances en Afrique entre les deux guerres, mais ce n'est pas d'elles qu'a jailli la seconde guerre mondiale. Ni la guerre d'Éthiopie, ni les revendications coloniales de Hitler n'ont joué un rôle décisif, ni même un très grand rôle dans le déchainement de l'orage.

THÈSES SUR LA QUESTION NÈGRE

1. — Pendant et après la guerre (1914-18), il s'est développé parmi les peuples coloniaux et semi-coloniaux un mouvement de révolte contre le pouvoir du capital mondial, mouvement qui fait de grand progrès. La pénétration et la colonisation intense des régions habitées par des races noires pose le dernier grand problème dont dépend le développement futur du capitalisme. Le capitalisme français admet clairement que son impérialisme, après la guerre, ne pourra se maintenir que par la création d'un empire franco-africain, relié par une voie terrestre trans-saharienne. Les maniaques financiers de l'Amérique, qui exploitent chez eux douze millions de nègres, s'appliquent maintenant à pénétrer pacifiquement en Afrique. Les mesures extrêmes prises pour écraser la grève du Rand montrent assez combien l'Angleterre redoute la menace surgie pour sa position en Afrique... De même que sur le Pacifique le danger d'une autre guerre mondiale est devenu menaçant par suite de la concurrence des puissances impérialistes, de même l'Afrique apparaît comme l'objet de leurs rivalités. Bien plus, la guerre, la Révolution russe, les grands mouvements qui ont soulevé les nationalistes d'Asie et les musulmans contre l'impérialisme ont éveillé la conscience de millions de nègres opprimés par les capitalistes, réduits à une situation inférieure depuis des siècles, non seulement en Afrique, mais peut-être même encore davantage en Amérique.

2. — L'histoire a dévolu aux nègres d'Amérique un rôle important dans l'affranchissement de toute la race

africaine. Il y a 300 ans que les nègres américains ont été arrachés de leur pays natal, l'Afrique, transportés en Amérique où ils ont été l'objet des pires traitements et vendus comme esclaves. Depuis 250 ans, ils ont travaillé sous le fouet des propriétaires américains ; ce sont eux qui ont coupé les forêts, construit les routes, planté les cotonniers, posé les traverses de chemins de fer et soutenu l'aristocratie du Sud. Leur récompense a été la misère, l'ignorance, la dégradation. Le nègre n'était pas un esclave docile, il a eu recours à la rébellion, à l'insurrection, aux menées souterraines pour recouvrer sa liberté, mais ses soulèvements ont été réprimés dans le sang ; par la torture, on l'a forcé à se soumettre ; la presse bourgeoise et la religion se sont associées pour justifier son esclavage. Quand l'esclavage concurrença le salariat et devint un obstacle au développement de l'Amérique capitaliste, il dut disparaître. La guerre de sécession entreprise, non pas pour affranchir les nègres, mais pour maintenir la suprématie industrielle des capitalistes du Nord, mit le nègre dans l'obligation de choisir entre l'esclavage dans le Sud et le salariat dans le Nord. Les muscles, le sang, les larmes du nègre « affranchi » ont aidé à l'établissement du capitalisme américain et quand, devenue une puissance mondiale, l'Amérique a été entraînée dans la guerre mondiale, le nègre américain a été déclaré l'égal du Blanc, pour tuer et se faire tuer pour la démocratie. Quatre cent mille ouvriers de couleur ont été enrôlés dans les troupes

(Suite au verso, bas de page.)

tenter de découvrir ce langage commun et pour la transformer en une espèce d'arène où les gladiateurs se battent sans le respect d'aucune règle, où la victoire reste à celui qu'embarrassent le moins les scrupules, le souci de sa propre dignité et celui de l'intérêt général.

Est-ce que les chefs des nations nouvelles et fragiles auxquelles vont les flatteries de Khrouchtchev et son apparente amabilité ne se rendront pas compte que ce « sabotage » systématique de l'O.N.U. risque de les priver du seul moyen qu'ils aient non seulement de faire entendre leur voix dans le concert mondial (si l'on peut encore parler de concert),

mais encore, le cas échéant, de se faire rendre justice ? Non sans quelque illusion, non sans raison pourtant, ils voyaient en l'O.N.U. le moyen d'échapper à la tutelle des grandes puissances. Du train où Khrouchtchev et ses collègues font aller les choses, ils n'auront bientôt plus d'autre recours que la protection d'un grand, et, si ce grand est l'U.R.S.S., ils sauront vite ce que valent les paroles d'émancipation des peuples dont ont plein la bouche les dirigeants soviétiques, lesquels ont cela qui devient singulier dans le monde de n'avoir jamais donné l'indépendance à aucun peuple.

CLAUDE HARMEL.

Le sort des étudiants africains en Union soviétique

Au mois de juillet, la presse occidentale a relaté des incidents fort caractéristiques qui s'étaient produits en U.R.S.S. entre des étudiants soviétiques et des étudiants africains. Un de ces derniers, Stanley Amor Okoulo (né à Etam Lira, en Ouganda, en 1930) venait d'être exclu de l'Université de Moscou où il étudiait la médecine et expulsé d'Union soviétique. Le prétexte en était qu'il avait pris la défense d'un autre étudiant africain, Somalien celui-là, Abdulhamid Mohamed Hassan, que des Soviétiques avaient à demi lynché à la suite d'un incident dans un bal entre lui et une étudiante russe qui lui avait refusé une danse. La raison véritable semble bien être que S.A. Okoulo était le vice-président d'une « *Union des étudiants africains* » formée en 1959 pour défendre les intérêts de ces étudiants en U.R.S.S., et que les Soviétiques ont voulu mettre fin ainsi à une activité qui les gênait.

Les incidents en question et les révélations de M. Okoulo, qu'a publiées le *Daily Express* le 14 juillet, ont provoqué la colère des dirigeants soviétiques. Fait symptomatique, ils n'ont pas pu régler l'affaire par le silence. La *Pravda* a ré-

pondu. La *Komsomolskaïa Pravda* aussi. Elles ont répondu d'abord en donnant des faits une interprétation à elles, que nous reproduisons plus loin. Elles ont répondu aussi en faisant état d'une conférence de presse organisée par « *le Comité soviétique de solidarité des pays d'Asie et d'Afrique* », où, selon la méthode communiste bien connue, on a « isolé » M. Okoulo en le faisant condamner par d'autres étudiants africains qui, apparemment, parlaient spontanément ; l'essentiel de leurs déclarations a consisté à déshonorer M. Okoulo, à le faire passer pour un homme paresseux, cupide, immoral. On trouvera plus loin aussi l'essentiel de ces déclarations.

Nous reproduisons de même, avec quelques coupures, l'interview que M. Okoulo a donnée à un journal hongrois qui paraît à Londres, *Nemzetör (Hungarian Guardian)*, numéro d'octobre 1960.

Les incidents qui sont liés de près ou de loin à « l'affaire Okoulo » ne sont pas isolés. Déjà, on avait enregistré la protestation d'étudiants égyptiens. Plus récemment (22 septembre 1960), trois

(SUITE DE LA PAGE 3)

américaines, où ils ont formé les régiments de « Jim crow ». A peine sortis de la fournaise de la guerre, les soldats nègres, revenus au foyer, ont été persécutés, lynchés, assassinés, privés de toute liberté et cloués au pilori. Ils ont combattu, mais pour affirmer leur personnalité, ils ont dû payer cher. On les a encore plus persécutés qu'avant la guerre pour leur apprendre à « rester à leur place ». La large participation des nègres à l'industrie après la guerre, l'esprit de rébellion qu'ont éveillé en eux les brutalités dont ils sont les victimes, met les nègres d'Amérique, et surtout ceux d'Amérique du Nord, à l'avant-garde de la lutte de l'Afrique contre l'oppression.

3. — C'est avec joie que l'Internationale communiste voit les ouvriers nègres exploités résister aux attaques des exploiters, car l'ennemi de la race nègre est aussi celui des travailleurs blancs. Cet ennemi, c'est le capitalisme, l'impérialisme. La lutte internationale de la race nègre est une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. C'est sur la base de cette lutte que le mouvement nègre doit être organisé : en Amérique, comme centre de culture nègre et centre de cristallisation de la protestation des nègres ; en Afrique comme réservoir de main-d'œuvre pour le développement du capitalisme ; en Amérique centrale (Costa-Rica, Guatémala, Colombie, Nicaragua et les autres républiques « indépendantes » où l'impérialisme américain est prédominant), à Porto-Rico, à Haïti, à Saint-Domingue et dans les autres îles de la mer des Caraïbes, où les mauvais traitements infligés aux nègres par les envahisseurs américains ont soulevé les protestations des nègres conscients et des ouvriers blancs révolutionnaires. En Afrique du Sud et au Congo, l'industrialisation croissante de la population nègre a provoqué des soulèvements de formes variées ; en Afrique orientale, la pénétration récente du capital mondial pousse la population indigène à résister activement à l'impérialisme.

4. — L'Internationale communiste doit indiquer au peuple nègre qu'il n'est pas seul à souffrir de l'oppression du capitalisme et de l'impérialisme ; elle doit lui montrer que les ouvriers et les paysans d'Europe, d'Asie et d'Amérique sont aussi les victimes de l'impérialisme ; que la lutte contre l'impérialisme n'est pas la lutte d'un seul peuple, mais de tous les peuples du monde ; qu'en Chine, en Perse, en Turquie, en Egypte et au Maroc, les peuples

coloniaux combattent avec héroïsme contre leurs exploiters impérialistes, que ces peuples se soulèvent contre les mêmes maux qui accablent les nègres (oppression de race, exploitation industrielle intensifiée, mise à l'index) ; que ces peuples réclament les mêmes droits que les nègres : affranchissement et égalité industrielle et sociale.

L'Internationale communiste, qui représente les ouvriers et les paysans révolutionnaires du monde entier dans leur lutte pour abattre l'impérialisme, l'Internationale communiste qui n'est pas seulement l'organisation des ouvriers blancs d'Europe et d'Amérique, mais aussi celle des peuples de couleur opprimés du monde entier, considère qu'il est de son devoir d'encourager et d'aider l'organisation internationale du peuple nègre dans sa lutte contre l'ennemi commun.

5. — Le problème nègre est devenu une question vitale de la révolution mondiale. La III^e Internationale, qui a reconnu le précieux secours que pouvaient apporter à la révolution prolétarienne les populations asiatiques dans les pays semi-capitalistes, regarde la coopération de nos camarades noirs opprimés essentielle à la révolution prolétarienne qui détruira la puissance capitaliste. C'est pourquoi le IV^e Congrès déclare que tous les communistes doivent spécialement appliquer au problème nègre les « thèses sur la question coloniale ».

5. — a) Le IV^e Congrès reconnaît la nécessité de soutenir toute forme du mouvement nègre ayant pour but de miner et d'affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme, ou d'arrêter sa pénétration.

b) L'Internationale communiste luttera pour assurer aux nègres l'égalité de race, l'égalité politique et sociale.

c) L'Internationale communiste utilisera tous les moyens à sa disposition pour amener les trade-unions à admettre les travailleurs nègres dans leurs rangs ; là où ces derniers ont le droit nominal d'adhérer aux trade-unions, elle fera une propagande spéciale pour les attirer ; si elle n'y réussit pas, elle organisera les nègres dans des syndicats spéciaux et appliquera particulièrement la tactique de front unique pour forcer les syndicats à les admettre dans leur sein.

d) L'Internationale communiste préparera immédiatement un congrès ou une conférence générale des nègres à Moscou.

étudiants africains, revenus de l'Université de Moscou, ont adressé à tous les gouvernements africains et à M. Hammarskjöld une lettre dans laquelle ils se plaignaient de la discrimination raciale et des menaces constantes dont ils avaient été l'objet pendant qu'ils se trouvaient en U.R.S.S. C'étaient Théophilus Okonkwo, de la Nigeria, secrétaire du Comité exécutif de l'Union des étudiants africains en U.R.S.S., André Amar, de l'Ouganda, et Michel Ayih, du Togo. Tous trois avaient passé trois années en U.R.S.S. comme étudiants en médecine. Okonkwo a rapporté que cent cinquante Africains ont quitté l'U.R.S.S. l'an dernier avant la fin de leurs études (cf. *Le Monde*, 23 septembre 1960).

Cette hostilité entre les étudiants soviétiques et les étudiants africains, la résistance de ces derniers à l'endoctrinement, ainsi que le danger que représente pour le « moral » des jeunes Soviétiques le contact de jeunes Africains qui ont connu un mode de vie bien plus libéral, ont incité les dirigeants soviétiques non pas à suspendre leurs efforts pour amener en U.R.S.S. des étudiants d'Asie et d'Afrique et pour recruter parmi eux les agents dont ils ont besoin, mais

à « parquer » ces étudiants « étrangers » loin des étudiants soviétiques.

C'est la raison profonde de la création de l'Université dite de « l'amitié des peuples » qui, sous cette étiquette prometteuse, dissimule une véritable entreprise de ségrégation raciale (voir à ce sujet : *Est & Ouest*, n° 237, 16-31 mai 1960 : « *L'Université de l'Amitié des peuples à Moscou* »). *Le Monde* lui-même (en note à l'information rappelée plus haut) a reconnu que c'était « en partie pour éviter les heurts entre les Russes et les boursiers venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qu'a été créée l'Université de l'Amitié ».

Question secondaire, mais qui n'est pas sans importance : une partie des étudiants qui vivent en Union soviétique sont des boursiers de l'U.N.E.S.C.O. Est-ce que cette institution, qui a à son programme le rapprochement entre les peuples sur le plan de la culture, va continuer à envoyer en U.R.S.S. des Africains et des Soviétiques qui y seront soumis ainsi à la discrimination ethnique et coupés de tout contact quotidien avec la vie soviétique ?

LA DANSE REFUSÉE

Voici d'abord l'incident de la danse refusée, tel que le relate la *Komsomolskaïa Pravda* du 7 août 1960. On se doute bien que le rédacteur y a donné quelques coups de pouce à la réalité.

« Le 12 mars, les étudiants de la faculté de géologie de l'Université de Moscou donnaient une soirée. Un des amis de M. Okoulo, le Somalien Abdulhamid Mohamed Hassan, s'approcha de Galina S., étudiante de troisième année, et l'invita à un tour de valse. La jeune fille s'excusa, disant avoir déjà promis la valse. Hélas ! Hassan n'était pas un gentleman : il cracha au visage de la jeune fille.

« Il est possible que le rédacteur du Daily Express soit habitué à ce qu'on lui crache au visage et n'y trouve rien de vexant. Mais Galina fut indignée et gifla l'insolent. En effet, qui a donné le droit à un hôte étranger de cracher sur un Soviétique, sur une jeune fille ? Mais même la gifle ne dégrisa pas le hooligan. Il se jeta sur Galina les poings en avant. Ce fut un étudiant soviétique qui lui barra la route.

« Igor avait une tête de moins que Hamid et était deux fois plus mince. L'étranger crut pouvoir venir rapidement à bout du jeune Russe. Le hooligan retira d'un air provocant son veston et frappa Igor. Celui-ci riposta. Et Hamid comprit aussitôt que son adversaire était petit, mais brave. Le hooligan à qui ont rabattu le caquet décida maintenant de jouer un innocent agneau. Il se mit à crier, exigeant qu'on le transportât à l'hôpital. Le médecin de service examina Hassan sur place et lui conseilla de rentrer se coucher.

« Hassan ne suivit le conseil qu'à moitié. Il regagna le foyer, mais ne se coucha pas. Dans le couloir, il fit un vacarme effroyable. L'étudiante Klavdia A. s'approcha de lui et demanda ce qui lui arrivait. En guise de réponse, le hooligan lui donna un coup de poing sur la tête. La jeune fille inconsciente fut transportée en ambulance à l'hôpital numéro deux. »

On notera le chauvinisme qui s'insinue partout dans ce texte : l'étranger opposé au Soviétique, le Soviétique brave malgré sa petite taille, etc. En vérité, d'après d'autres témoignages, il semble bien que le danseur repoussé ait été assailli par un grand nombre d'étudiants soviétiques qui le lynchèrent à demi.

Quant à l'incident lui-même, il y a de fortes chances qu'il se soit présenté de façon différente. Il se peut que le refus de la jeune fille (justifié après coup par l'ivresse du danseur noir) ait été considéré comme une insulte par l'étudiant somalien et que sa réaction (indélicate ou non) ait provoqué la bagarre en question. On se trouverait là en présence d'un incident de type classique, si l'on peut dire, un de ceux que les communistes se plaisent à monter en épingle pour souligner le « racisme » des colonialistes.

La version que donne M. Okoulo de l'incident est tout aussi vraisemblable : la jeune fille dansait avec l'étudiant noir pour qui elle avait de l'amitié, dont peut-être elle était éprise. Et de vaillants défenseurs de la race auraient assommés l'étudiant noir pour lui apprendre à ne pas fréquenter les jeunes filles blanches.

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

Pour essayer de détruire le fâcheux effet produit par les déclarations de M. Okoulo à son retour en Occident, le Comité soviétique de solidarité envers les pays d'Asie et d'Afrique invita, le 6 août, les journalistes soviétiques et étrangers à rencontrer à son siège un groupe d'étudiants des pays d'Asie et d'Afrique qui faisaient leurs études à Moscou.

Le vice-président du Comité, A.V. Sofronov, ouvrit la réunion en déclarant qu'elle avait été organisée à la demande des étudiants asiatiques et africains (*Pravda*, 7 août).

On commença par faire parler un Somalien, puisque l'étudiant rossé était originaire de Somalie (nous citons la *Komsomolskaïa Pravda*) :

« Le Somalien Yacine Ismail Djama, étudiant à l'Université de Moscou, a dit :

« — Pour complaire à certains milieux de Londres et moyennant récompense, Okoulo a lancé une calomnie. A cet Okoulo, les étudiants somaliens actuellement en vacances à Londres ont déjà donné la riposte méritée. Mais, moi aussi je voudrais dire quelques mots. L'affirmation d'Okoulo que son ami a été frappé parce qu'il

avait dansé avec une jeune fille russe est un mensonge. Ce personnage était venu ivre à la soirée et la jeune fille a eu raison de refuser de danser avec lui. Mais cet étudiant somalien lui a lancé un juron ordurier et lui a craché au visage. Et cela a provoqué la juste indignation du camarade de l'étudiante.

« (...) — Je tiens beaucoup à parler parce que j'ai été un camarade d'études d'Okoulo, déclare le Syrien Zaga Anri. Je m'excuse de la vivacité de mes paroles, mais Okoulo est un salaud et un misérable. Il étudiait mal, mais il refusait qu'on l'aide. En revanche, il allait à l'ambassade d'Angleterre et y recevait des bouteilles de whisky. »

[Comportement obligatoire en pays communiste : c'est celui qui a été l'ami de l'accusé qui doit porter contre lui les coups les plus durs, ne serait-ce que pour ne pas être suspecté de complaisance ou de complicité.]

« Abdel Halim, étudiant soudanais, dit :

« — La déclaration d'Okoulo répond aux intérêts des colonisateurs qui ne veulent pas que l'Afrique ignorante reçoive lumière et liberté. Mais notre continent africain ne sera plus jamais ignorant parce que le soleil de la liberté s'est levé à l'Est !

« Un autre étudiant de l'Université de Moscou, l'Algérien Iman Djafar, rend public le texte de la lettre qu'il a adressée au rédacteur en chef du Daily Express :

« J'ai été étudiant colonial en Occident et je

peux comparer. J'y ai travaillé du matin au soir pour joindre les deux bouts. C'est à Moscou seulement que j'ai appris que les nuits nous sont données pour dormir et les dimanches pour nous reposer et aller au théâtre. »

« Dénonçant les affirmations mensongères de la presse occidentale selon lesquelles les étudiants étrangers n'ont pas la possibilité de fréquenter la jeunesse soviétique, le Libanais Spiro Farukhi (1) dit :

« — Depuis que j'étudie à Moscou, j'ai reçu plus de cinq cents invitations à des soirées et réunions de jeunes Moscovites. J'ai pris la parole plus de cent fois à des rencontres avec des jeunes gens et des jeunes filles soviétiques.

« Spiro Farukhi remet aux correspondants étrangers d'épaisses liasses de photos :

« — Regardez, sur ces photos je suis à côté de mes amis soviétiques. Vous voyez des étreintes amicales, des sourires de bonheurs. »

[On remarquera que les réunions et rencontres dont il est parlé avaient un caractère officiel, donc artificiel. Les autorités soviétiques, le Komsomol notamment, organisent des rencontres de délégations où l'on feint la camaraderie et la familiarité, mais on réduit autant qu'on le peut les relations personnelles nouées dans la vie quotidienne.]

(1) La Pravda (7 août) dit de lui qu'il est le président de la Ligue des étudiants arabes en Union soviétique. Elle cite un sixième intervenant, l'étudiant Fadil Faradj. Il ne semble pas que ce soit par hasard qu'il ne figure pas dans la liste d'étudiants de l'Afrique noire française ou anglaise.

L'INTERVIEW D'OKOULLO

Voici maintenant l'interview que M. Okoulo a accordée au *Nemzetör* de Londres :

J'ai parlé à cet Africain habillé avec soin, à la voix douce, peu après qu'il eut quitté Moscou. Il fut exclu de l'Université de Moscou après avoir écrit à M. Khrouchtchev une lettre dans laquelle il réclamait le respect humain normal pour les Africains.

Je demandai à M. Okoulo pourquoi il avait été choisi pour être expulsé plutôt qu'un autre. Il répondit :

— J'étais vice-président de l'Union noire des étudiants formée pour s'opposer aux tentatives des communistes d'exploiter à leurs fins le désir de mes compatriotes de recevoir une instruction supérieure. Comme j'étais particulièrement actif dans mon opposition aux communistes, c'est moi qui ai été choisi pour l'expulsion.

Il poursuivit :

— J'étais arrivé en U.R.S.S. en août 1958. Je travaillais à Londres, mais comme j'étais désireux d'avancer, j'avais demandé une bourse aux Nations Unies. L'UNESCO s'occupait de trouver des possibilités d'études pour des étudiants des territoires non indépendants et m'offrit une bourse pour étudier la médecine à l'Université de Moscou.

« Je n'étais ni procommuniste ni anticommuniste quand je partis pour Moscou. Je voulais être médecin ; si Moscou pouvait faire de moi un médecin, c'était parfait. Mais je découvris que Moscou voulait faire de moi et des autres étudiants africains des communistes. Lorsque les Russes découvrirent que je n'avais pas l'intention de devenir un communiste, cela ne les intéressa plus de me donner une instruction, ils se débarrassèrent de moi. »

Les conditions de vie des étudiants

M. Okoulo me raconta qu'une des premières surprises qu'éprouve l'étudiant étranger quand il arrive à Moscou est de découvrir que les conditions de vie sont mauvaises. Les locaux d'habitation sont inconfortables et les chambres bondées.

— On ne pouvait jamais être seul ; les laboratoires médicaux à l'Université étaient antihygiéniques ; la nourriture monotone et peu appétissante ; les Russes semblent vivre presque entièrement de féculents ; les fruits étaient un luxe.

Outre les difficultés de la vie dans de mauvaises conditions et dans un climat éprouvant, les étudiants étaient irrités par la constante ingérence des autorités soviétiques dans leur vie privée. L'organisation communiste de la jeunesse, le Komsomol, agissait comme police secrète étudiante, maintenant une surveillance sur tous les aspects de l'activité estudiantine.

— Les étudiants ne sont pas autorisés à avoir des contacts sociaux normaux avec les gens ordinaires, raconte M. Okoulo. Ils ne sont pas autorisés à voyager, des contrôles et des restrictions quotidiens étant exercés inlassablement par les autorités soviétiques, les papiers vérifiés et encore vérifiés.

Le racisme

Je l'interrogeai sur le racisme dont nombre d'informations ont fait état ces derniers mois. M. Okoulo fut tout à fait net :

— Le racisme, dit-il, est ouvert et évident.

Il me dit qu'à la suite de l'attitude défensive adoptée par l'Union noire des étudiants à l'égard des insultes communistes, les membres du Komsomol submergèrent les salles de l'Université de tracts qui disaient que bien que les Africains vinsent de familles pauvres, ils commençaient à être bouffis d'orgueil.

— En fait, la plupart de nous venaient de familles meilleures que tout ce que les étudiants soviétiques ont jamais vu.

L'esprit indépendant et individualiste des étudiants africains dérangeait évidemment le Komsomol. Cela provoqua des sarcasmes. Les Africains étaient décrits comme « mal-propres » et souvent qualifiés de « singes ». M. Okoulo me parla d'un Africain qui fut sérieusement blessé à l'aéroport de Moscou quand il protesta d'avoir été traité de

« sale » à cause de sa couleur. Lorsque cet étudiant répliqua qu'il était aussi propre que n'importe quel Russe, on lui dit que cela ne se voyait pas, puis il fut attaqué et roué de coups...

Les étudiants doivent soutenir la « ligne » russe

Une partie du programme à l'Université de Moscou est consacrée à l'étude du communisme. M. Okoulo m'a dit que c'était inévitable, mais a ajouté :

— Cela ne s'arrête pas là. Les événements internationaux sont servis aux étudiants et l'on demande ou exige des étudiants qu'ils adoptent la ligne russe en envoyant des télégrammes à l'appui de la politique communiste. Lorsque notre Union des étudiants noirs refusa de laisser exploiter ses membres dans l'intérêt de la propagande communiste internationale, on nous accusa d'être « anti-parti ». Et lorsque j'insistai sur mes droits comme individu et réclamai la liberté des études et la liberté sociale, on me dit que j'étais plus dangereux que les Américains.

Menaces physiques

M. Okoulo confirma les informations selon lesquelles les menaces physiques à l'adresse des Africains qui refusent de s'aligner sur les communistes ne sont pas de simples mots. Un camarade à lui qui voulait étudier l'économie constata bientôt que l'instruction était si étroitement liée à l'endoctrinement politique qu'il abandonna ses études et se tourna vers la médecine. Cet étudiant, Mohammed Hassan Abdul Hammid, de Somalie, se lia d'amitié avec une jeune fille russe. Un soir qu'il avait dansé avec elle, il fut attaqué par quatre jeunes Russes qui le rossèrent au point qu'il dut rester quinze jours à l'hôpital. M. Okoulo dit que, malgré les protestations adressées aux autorités contre les jeunes gens en cause :

— Je fus arrêté moi-même un jour par un policier alors que je passais avec une jeune fille russe qui s'entendit dire d'avoir à me laisser et à rentrer seule chez elle.

L'instruction « gratuite »

Ayant reçu la promesse d'une instruction « gratuite », M. Okoulo et ses camarades furent bientôt désillusionnés. En dépit de la propagande soviétique sur ce point, les étudiants s'aperçurent que bien qu'on leur donnât 900 roubles par mois pour leurs dépenses, on leur faisait payer le logement prétendument « gratuit ». En outre, la somme allouée pour l'achat de livres était insuffisante et les étudiants n'étaient pas autorisés à apporter de l'argent en Russie. La plupart dépensaient leur argent à essayer d'avoir quelque chose de décent à manger, mais après avoir payé les études prétendument « gratuites », il ne restait pas grand-chose.

La censure

Je demandai s'il était vrai que le courrier était censuré. M. Okoulo répondit :

— Le courrier de tous les étudiants est censuré et souvent retardé.

Il cita le cas de certains étudiants arabes qui attendirent six semaines l'arrivée de leur premier courrier et qui ne reçurent leurs lettres qu'après s'être mis en grève contre l'Université.

Facilités pour les études

Les étudiants devaient apprendre le russe avant de commencer leurs études. M. Okoulo dit que cela en soi était une difficulté car l'enseignement concentré est difficile à suivre, mais il considère que ce n'est rien à côté des difficultés que l'étudiant rencontre une fois qu'il a appris assez de russe. Les Russes se montraient peu inté-

ressés à enseigner une discipline qui ne peut être interprétée dans le sens communiste ; c'est ainsi qu'on pressait les étudiants d'étudier l'économie et des théories politiques qui se prêtaient à l'endoctrinement. Si un étudiant désirait étudier les métaux ou la radiographie, il constaterait peut-être, comme le firent certains, que ces choses-là sont « secrètes » dans le monde soviétique.

Il écrit à Khrouchtchev

L'Union des étudiants noirs, avec ses fréquentes revendications de respect et de liberté sociale et de liberté des études, devint une épine au pied des Soviétiques. M. Okoulo, en tant que vice-président, fut l'objet d'une surveillance plus étroite encore qu'il n'est habituel en U.R.S.S. Restrictions et pressions sur les étudiants africains devinrent oppressives. M. Okoulo décida d'écrire à Khrouchtchev :

— Je lui racontai exactement ce qui se passait et l'informai que les étudiants africains venaient en Union soviétique comme des êtres humains. Je dis que nous n'étions pas des réfugiés et que nous réclamions le respect humain normal. Je portai la lettre au Kremlin, mais on m'en refusa l'entrée. Je la remis alors à un garde et obtins sa signature. Je ne reçus pas de réponse, mais le résultat en fut que les membres du Komsomol approchèrent individuellement des membres de l'Union noire dans l'intention d'y provoquer une scission, sans succès. Puis un jour, on me dit que je ne m'étais pas présenté à un examen oral et que je n'étais plus qualifié pour poursuivre mes études. Ce n'était pas vrai, mais bien que j'offrisse de me présenter à un autre examen, je fus refusé. On me dit aussi que j'étais expulsé d'Union soviétique.

Les autorités soviétiques semblaient impatientes de se débarrasser de lui, mais quand elles eurent appris qu'il ne partait pas pour l'Ouganda, mais pour Londres, on commença alors à découvrir toutes sortes de raisons pour lesquelles il ne devait pas aller à Londres ; on prétendait qu'il n'y avait pas de place dans les avions à destination de Londres, alors qu'il y en avait autant qu'on voulait pour le Moyen-Orient et l'Afrique ! M. Okoulo finit par payer 280 roubles de sa poche et retint une place. Là-dessus, on lui suggéra que, peut-être, « les choses n'étaient pas si mauvaises que cela », que, peut-être, s'il voulait vraiment rester, des arrangements pourraient être faits, toute cette affaire était une erreur.

— Je refusai. Je refusai d'être traité de cette façon. La vie en Union soviétique est pour les étudiants étrangers une constante bataille contre les tentatives d'exploiter leur présence dans l'intérêt de la propagande communiste. A cela s'ajoute la vie terne et misérable de l'étudiant. Il n'y a pas de vie sociale ou intellectuelle, la liberté de discussion par laquelle les étudiants du monde libre éveillent leur esprit est absente.

M. Okoulo me dit que les Russes se rendent compte eux-mêmes que la fausseté de leurs offres de vraie éducation commence à être connue dans le monde extérieur, car ils ont annoncé au début de cette année qu'une nouvelle « Université de l'amitié des peuples » vient d'être fondée pour les étudiants africains et autres étrangers. Par cette manœuvre, on espérait créer l'impression que les Russes s'intéressaient vraiment à fournir une éducation aux étudiants étrangers ; ce qu'ils projettent, en fait, c'est de les isoler des aspects déplaisants de la vie en Union Soviétique, tant sociaux qu'économiques, pendant que leur endoctrinement en principes communistes est mené à bonne fin.

Les étudiants à Moscou ont accueilli la nouvelle de la création de cette université avec cynisme. Comme le dit M. Okoulo :

— Le fait que le conseil de direction de cette nouvelle université comprend des représentants des organisations communistes afro-asiatiques indique bien ses véritables buts. Les Russes espèrent que, par une soigneuse sélection et l'emploi des missions soviétiques à l'étranger pour trier sur le volet les candidats, ils obtiendront des recrues qui ne leur tiendront pas tête avec la même détermination que les membres de l'Union noire.

Le P.S.I. reste accroché au P.C. italien

DÉPUIS que le Parlement, dans sa séance du 6 septembre 1960 a fixé les élections administratives au 6 novembre 1960, l'attention des milieux politiques italiens se concentre sur le Parti socialiste nennien. Ce Parti, lors de l'imminente consultation de 33.345.000 électeurs au scrutin proportionnel, maintiendra-t-il son alliance de fait avec le P.C.I. ? Question d'autant plus brûlante que le 4 septembre au festival de l'Unità à Ferrare, le secrétaire général du P.C.I., Palmiro Togliatti, avait prononcé un discours que presque tous les observateurs qualifièrent de « discours de rupture » entre P.C.I. et P.S.I. N'avait-il pas dit : « *Le P.C.I. est fier d'être aujourd'hui en Italie l'unique parti qui s'oppose avec décision à l'actuelle formation gouvernementale; cela accroît nos responsabilités, car nous représentons maintenant aussi ceux des travailleurs qui suivent le P.S.I. dont les dirigeants ont pris une position différente de la nôtre.* »

Le 10 septembre, le secrétaire général du Parti social-démocrate italien, Giuseppe Saragat, tenait une ultime fois la perche au secrétaire général du P.S.I., Pietro Nenni : il lui proposa des alliances locales P.S.I.-P.S.D.I.-P.R.I. (P.R.I. = Parti républicain italien) pour promouvoir partout des conseils municipaux et provinciaux de « centre-gauche », insérant ainsi par en bas le P.S.I. dans le dispositif des partis démocratiques.

Les 13 et 14 septembre, la direction du P.S.I. se réunit à Rome pour élaborer un projet de résolution à soumettre au Comité central. Le 14 septembre, elle approuva un texte qui, affirmant le caractère essentiellement politique des élections administratives, postule une tactique socialiste unique pour toutes les provinces, mais se limite à dire que le P.S.I. présentera ses listes propres dans toutes les communes de plus de 10.000 habitants (sans allusion à d'éventuelles alliances) et qu'il formera partout ailleurs « des listes populaires » (sans spécification) chaque fois qu'il y aura « certitude de ne pas perdre ou de conquérir un conseil communal ».

Pendant les débats, Nenni insista pour l'établissement d'une motion unique. L'opposition de la gauche philo-communiste fut forte. En effet, elle craignait que Nenni, après les élections, tout en maintenant avec le P.C.I. la majorité dans quelques grandes communes comme Bologne, dans d'autres (comme Milan, Gênes, Venise, Rome, Naples et Palerme) — où P.S.I. et P.C.I. à eux seuls n'acquerront point la majorité absolue — ne finit par s'entendre avec la Démocratie chrétienne et les partis du centre laïque (P.S.D.I., P.R.I., P.L.I.). L'opposition de gauche demandait donc une déclaration d'hostilité inconditionnelle et générale à la D.C. et l'exclusion totale de toute discrimination à l'égard du P.C.I.

La session du Comité central du P.S.I. prit ainsi une importance véritablement vitale pour tout le pays. En effet, c'est seulement grâce à son alliance administrative avec le P.S.I. que le P.C.I. parvient à contrôler en Italie des provinces entières dans lesquelles il puise le plus clair de ses ressources matérielles. Comme le dit si bien le ministre de l'Intérieur, Mario Scelba, le 13 septembre à Rome : « *le gouvernement des communes et provinces en Italie est chose trop importante pour le laisser à des majorités de rencontre.* »

Le 15 septembre, le Comité central du P.S.I. se réunit au grand complet à Rome. Dans son

rapport de politique générale, Nenni affirma que le pays avait besoin « *d'un tournant à gauche* », la responsabilité de l'échec de trouver des solutions démocratiques aux problèmes italiens incombant à la D.C., à la subordination de la majorité de la D.C. aux intérêts des conservateurs et aux suggestions du clergé. « *Il n'y a pas eu et il n'y aura pas de tournant à gauche tant que ne sera pas survenu à l'intérieur de la D.C. un renversement d'orientation politique, tant que n'y seront pas écartées les tendances persistantes au centrisme.* » Et il poursuivait en bon démagogue romagnol :

« *L'ennemi, c'est la droite ! Or, cette droite tient ses positions les plus solides à l'intérieur de la D.C. La voie qui conduit au tournant à gauche exige donc autant le renforcement du P.S.I. que la condamnation par les électeurs tant des partis ouvertement réactionnaires que de la D.C.* »

Enfin, Nenni confirma que selon lui, dans toutes les communes de plus de 10.000 habitants ainsi qu'aux conseils provinciaux, le P.S.I. devait présenter des listes autonomes.

« *Dans les communes de moins de 10.000 habitants [c'est-à-dire les communes où le système majoritaire est de rigueur - N.D.L.R.], le P.S.I. se fera le promoteur de regroupements d'autant plus larges qu'ils auront un caractère net de défense des intérêts des travailleurs et des valeurs de la résistance antifasciste. Toutefois, partout où la disproportion des forces démocratiques en face de la droite ne laisse de place à autre chose qu'à une affirmation de minorité, le P.S.I. pourra se présenter seul.* »

Cette prise de position annonçait la possibilité de la rupture entre P.S.I. et P.C.I. dans la majorité des communes.

Quant aux ententes post-électorales, Nenni les renvoya à plus tard en se bornant au critère « antifasciste »... En outre, dans son exposé, Nenni admit clairement la participation du P.S.I. aux conseils communaux et provinciaux aux côtés de la D.C., du P.S.D.I. et du P.R.I., mais il confirma en même temps l'entente P.S.I.-P.C.I. même dans des communes de plus de 10.000 habitants là où les deux partis unis disposaient de la majorité absolue (Bologne, Parme, Alexandrie, Livourne, Savone, Sienna, etc.).

L'opposition philo-communiste contre-attaqua violemment. Sa thèse fut double :

1° « Pas de politique du derrière entre deux chaises » ;

2° « Il ne s'agit que d'une chose : arracher voix et conseils à la D.C. »

L'offensive, menée par Vecchiotti, Lizzadri, Valori, Foa et Magnani (ce dernier représentant l'opposition « attentiste » de Lelio Basso), fut contrebattue par les autonomistes Matteo Matteotti, Iacometti et surtout Riccardo Lombardi.

Enfin, le 16 septembre, le Comité central se prononça — à la grande déception de tous les partis démocratiques italiens. Tard dans la soirée, il vota les trois résolutions suivantes :

1. *Motion technique* (votée à l'unanimité moins une voix).

Le P.S.I. présentera des listes autonomes aux conseils provinciaux et aux conseils communaux des communes de plus de 10.000 habitants. Dans les communes de moins de 10.000 habitants, le P.S.I. ne présentera des listes autonomes que dans des cas exceptionnels et particuliers —

L'économie de l'Allemagne de l'Est

Le développement de l'économie planifiée a commencé en Allemagne de l'Est par des plans trimestriels dont le premier remonte au troisième trimestre de 1948. Ces plans furent suivis d'un plan de deux ans, dont la réalisation fut officiellement achevée en juillet 1950.

Un premier plan quinquennal fut alors élaboré et entra en application le 1^{er} janvier 1951. Mais des difficultés surgirent rapidement en raison d'une production déficitaire et la décision fut prise de relever sensiblement les prévisions d'investissement et de production, en particulier dans les branches de l'industrie lourde et de l'industrie chimique. Ce fut l'objet de la loi du 31 octobre 1951. Le plan ainsi modifié fut réalisé et le 1^{er} avril 1956, au cours de la troisième conférence du S.E.D. (1), les directives pour un deuxième plan quinquennal étaient adoptées.

En fait, ce deuxième plan quinquennal aura eu une existence symbolique. Officiellement promulgué en 1958 seulement, il sera définitivement écarté par la loi du 1^{er} octobre 1959 fixant les directives d'un plan septennal synchronisé avec celui de l'U.R.S.S. pour la période 1959-1965.

Les directives du deuxième quinquennat adoptées le 1^{er} avril 1956 avaient été fondées sur les taux d'accroissement observés au cours du premier quinquennat, taux évidemment élevés puisqu'il s'agissait alors d'industries en pleine reconstruction. Elles apparurent bientôt trop optimistes, ce qui nécessita leur abandon. Devant les énormes difficultés surgies particulièrement dans le domaine de l'énergie et de l'agriculture, le président de la Commission du plan alerta le Comité central du S.E.D. et, oubliant délibérément les directives de 1956, le gouvernement promulgua le 26 avril 1957 un plan annuel, beaucoup plus modeste et qui, malgré cela, ne fut même pas entièrement réalisé.

(1) S.E.D. : « Sozialistische Einheit Partei », parti communiste allemand.

Devant ces insuffisances, une réorganisation de la direction de l'économie fut entreprise. La loi du 19 février 1958 supprima les ministères techniques, créa les V.V.B. (2), organes de direction et de coordination directement subordonnés à la Commission du plan et contrôlant l'ensemble d'une branche de production, et réorganisait le contrôle des tâches économiques à l'échelon des districts (Besirke) et des cercles (Kreis).

Cette réorganisation de la structure économique du pays s'accompagnait d'une révision des objectifs initiaux du deuxième plan quinquennal et la loi du 9 janvier 1958 sur le plan 1956-1960 fixait des tâches beaucoup plus modestes.

Cependant, le plan ainsi remanié était encore trop ambitieux, car il ne tenait aucun compte du fléchissement des taux de croissance qui se manifestait depuis 1956 dans presque toutes les branches de l'économie.

Les dirigeants devaient bientôt se rendre à l'évidence : les objectifs fixés pour 1960 ne seraient pas atteints. Il leur fallait donc abandonner sans bruit le second plan quinquennal ! Les résolutions adoptées lors des IX^e et X^e Sessions du Comecon en 1958, relatives à l'harmonisation du développement économique des pays du bloc soviétique et l'adoption par l'U.R.S.S. du plan septennal allaient le leur permettre. Un remaniement de la planification fut entrepris et les nouvelles tâches fixées à l'économie allemande firent l'objet de la loi du 1^{er} octobre 1959 traçant les lignes générales du développement économique de l'Allemagne de l'Est pour la période 1959-1965.

Avec une servilité qui se manifeste aussi bien dans le fond que dans la forme, le texte allemand reprend la phraséologie, le vocabulaire, le plan même de l'exposé relatif au plan septennal sovié-

(2) V.V.B. : « Vereinigungen Volkseigener Betriebe », unions d'entreprises nationalisées, par branches de production (V.V.B. machines-outils, V.V.B. houille, etc.).

donc net recul des autonomistes : les alliances avec les communistes sont en fait partout maintenues.

2. *Motion politique* (votée par 45 voix autonomistes contre 34 voix philocommunistes et attentistes).

Motion simplement majoritaire et non unitaire comme l'avait souhaité Nenni, et cela malgré les efforts d'une commission désignée par le Comité central : « il faut battre la droite qui a dans la D.C. ses bastions les plus solides ». Motion déconcertante pour tous ceux qui, au sein de la D.C., rêvaient d'une entente P.S.I.-D.C. en oubliant que depuis 1954 Nenni distingue très systématiquement et franchement entre la D.C. qu'il abhorre et la « gauche catholique »...

3. *Motion stratégique* (45 voix autonomistes contre 34).

a) Il faut rendre possible localement un déplacement général des voix vers la gauche;

b) Il faut sauvegarder partout les « positions de pouvoir local » fondées actuellement sur les accords administratifs entre le P.S.I. et le P.C.I.;

c) Il faut aider les forces démocratiques — laïques et catholiques — à se libérer de « l'hypothèque des conservateurs ».

En face de cette dernière motion, les philocommunistes avaient demandé « le P.S.I. se

fasse le champion de l'élargissement de l'aire démocratique autour des partis de la classe ouvrière » (= P.S.I. et P.C.I. - N.D.L.R.).

Dans son allocution finale, Nenni se justifia de l'accusation d'opportunisme en affirmant que la situation italienne en 1960 était analogue à ce qu'elle était en 1922 (!), rendant ainsi indispensable un détachement du P.S.I. du P.C.I., mais que « la vocation démocratique du socialisme ne contraste point avec la collaboration administrative avec les communistes ».

Sur ce point, il fournit les renseignements suivants : la collaboration administrative entre P.S.I. et P.C.I. s'étend à 2.378 communes dont 253 de plus de 10.000 habitants et à 24 provinces « que l'on ne peut décemment livrer à la D.C. »... Comme disait Vecchietti : c'est une orientation générale à gauche avec des arrangements avec le ciel. Somme toute, dans l'esprit de Nenni, l'orientation à gauche est acquise *ipso facto* par toute participation du P.S.I. au pouvoir communal ou provincial. En un mot comme en mille, le Comité central à majorité autonomiste n'est animé que d'une unique préoccupation : la chasse au pouvoir ; le « frontisme » est remplacé par un « bifrontisme » opportuniste. C'est ce que la presse italienne appelle la « tactique à la Janus ».

A. DORMONT.

Evolution des taux moyens de croissance annuelle

	1946-1951	1951-1956	1952-1958	1956-1958				
Energie électrique	13 %	11,3 %	7,2 %	5,7 %				
	1947-1951	1951-1955	1955-1958					
Combustibles	10 %	8,5 %	2,4 %					
	1946-1953	1953-1955	1955-1958					
Fonte	36 %	18 %	5,4 %					
	1946-1951	1951-1953	1953-1956	1956-1958				
Acier	58 %	18 %	8,5 %	5,5 %				
Laminés	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
	40 %	20 %	13 %	14 %	9 %	6 %	5 %	7 %
	Soit		1951-1953	1953-1956	1956-1958			
			17 %	10 %	6 %			

tique. La ressemblance est-elle que l'on est en droit de se demander si le plan septennal de la R.D.A. n'a pas été pensé en russe !

Un peu plus réaliste que le second plan quinquennal, le nouveau plan allemand tient compte du fléchissement des taux de croissance, mais peut-être pas encore suffisamment.

Dans le domaine industriel, l'objectif général est de porter la production brute à 110 milliards de marks en 1965 contre 57 milliards en 1958, soit une augmentation de 88 %. Le taux annuel moyen d'expansion sera donc de 9,4 % contre 10,4 % pour la période 1952-1958. C'est dire que le ralentissement envisagé n'est pas considérable et que, compte tenu des fléchissements signalés plus haut dans les différentes branches industrielles, des goulots d'étranglement risquent d'apparaître.

C'est ainsi que la réalisation des prévisions relatives à la production de lignite — 278 millions de tonnes en 1965 contre 215 en 1958 — nécessitera un taux annuel moyen d'accroissement de près de 4 % alors que depuis 1955 le taux réalisé est de l'ordre de 2,5 %.

Dans le domaine de l'énergie électrique, la production doit passer de 34,9 milliards de kWh à 63 milliards, ce qui suppose un accroissement annuel de 8,8 % contre 7,2 % réalisé au cours des sept années précédentes (1952-1959).

La production de laminés doit atteindre 3.500.000 t en 1965, avec un taux d'accroissement annuel de 7 % environ. Or, nous avons vu que depuis 1950 ce taux est en régression constante et qu'il n'a plus été que de 6 % pour la période 1956-1958.

En ce qui concerne l'industrie chimique, le taux de croissance annuelle moyen pour le septennat est de 11 % et une part importante a été dévolue à la pétrochimie. Mais il a été reconnu, lors d'une conférence faite en février 1959 devant les étudiants de l'école du Parti au cours d'une visite à l'usine chimique de Leuna, que la réalisation du plan nécessitera l'achat aux pays occidentaux de licences de procédés de fabrication à haut rendement et des importations accrues de pétrole, pyrites, phosphates, coke de houille, cellulose, etc.

**

Dans ces perspectives générales, les résultats obtenus en 1959 et au cours du premier trimestre 1960 donnent déjà une idée des conditions dans lesquelles le plan sera exécuté.

Le plan pour 1959, objet d'une décision de la Chambre du peuple le 21 janvier 1959, fixait pour cette première année du plan septennal un certain nombre d'objectifs.

La production industrielle devait atteindre 65,4 milliards de DM, en augmentation de 11,1 % par rapport à celle de 1958 évaluée donc à 59 milliards. Or, d'après la loi du 1^{er} octobre 1959, fixant les objectifs du plan septennal, la production de 1958 n'a été que de 57 milliards, et d'après les perspectives, en s'en tenant à une croissance régulière, la production en 1959 aurait dû atteindre 63 milliards de DM et non 65,4 milliards.

Ces manipulations de chiffres permettent déjà une certaine ambiguïté quant à l'objectif annuel !

A la fin du troisième trimestre 1959, il était officiellement annoncé que la production industrielle brute avait augmenté de 13,6 % par rapport à la même période de 1958. En extrapolant pour l'année la production industrielle brute serait passée de 57 milliards de DM à 64,7 milliards de DM.

Le plan 1959 (65,4 milliards) n'aurait donc pas été réalisé mais les perspectives du plan septennal (63 milliards) auraient été dépassées. Pourtant, aucune proclamation de victoire n'a été claironnée, ce qui laisse planer un doute sur le niveau réel de la production industrielle. D'ailleurs, le rapport de la Commission de planification, tout en annonçant ce brillant résultat, mentionnait que le manque d'équipement industriel compromettrait la réalisation des tâches fixées à l'industrie chimique et aux industries charbonnières et énergétiques et signalait des retards dans l'industrie de la construction ! Il est donc facile de conclure que le plan d'investissement n'a pas été réalisé et que le plan n'a pas été rempli.

La presse dénonce l'indiscipline de nombreux districts qui ont réalisé des investissements hors plan au détriment de ceux qui étaient fixés et elle souligne « les déficiences massives et permanentes » dans l'approvisionnement en « mille petites choses d'usage courant ».

Enfin, on trouve une confirmation certaine des difficultés éprouvées pour suivre les perspectives du plan dans l'institution récente d'un contrôle décennal visant à s'assurer des résultats obtenus dans toutes les branches de la production.

La tension économique dans le domaine industriel est certaine et il sera difficile de maintenir le taux d'accroissement annuel de 9,4 % prévu

pour la production industrielle brute, alors que depuis 1955 ce taux n'a pas dépassé 7,5 %.

A la fin du premier trimestre 1960, des retards sont déjà constatés dans certaines branches de l'industrie chimique (cellulose, acide sulfurique, engrais azotés), dans la production d'énergie électrique et dans le domaine de l'électro-technique.

Les aléas d'un approvisionnement en matières premières presque totalement tributaire de l'étranger et les délicats problèmes de main-d'œuvre résultant de la fuite continue de la population active vers l'Allemagne de l'Ouest ne peuvent qu'aggraver une situation déjà tendue.

Les perspectives d'avenir s'assombrissent encore si l'on mesure les difficultés rencontrées dans le domaine agricole.

En 1959, l'Allemagne orientale semble avoir été particulièrement touchée par les mauvaises conditions atmosphériques et par ailleurs la résistance paysanne à la collectivisation forcée ne favorise pas le développement de la production.

Les récoltes de céréales et de betteraves sucrières ont été inférieures à celles de 1958 et la récolte de pommes de terre déficitaire depuis deux ans aura de fâcheuses répercussions sur la production de la viande de porc en 1960.

D'après des estimations officieuses, la récolte de céréales n'aurait été que de 5,6 millions de tonnes contre 7,2 millions en 1951, année qui a précédé la collectivisation.

Les défaillances de l'économie rurale n'ont pu d'ailleurs être dissimulées et le ministre de l'Agriculture de la R.D.A. a fait son autocritique au cours de la réunion du Comité central du S.E.D. en décembre 1959 et a affirmé que son Ministère était responsable de la non-réalisation du plan de production agricole.

Les chiffres suivants montrent d'ailleurs que la situation présente n'est pas le seul résultat de circonstances atmosphériques défavorables occasionnelles, mais qu'elle est bien le résultat du régime lui-même.

(En millions de tonnes)	Blé	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre	Betteraves à sucre
1938	1,5	2,0	1,0	1,5	13,5	5,4
1951 (année précédant la collectivisation).....	1,4	2,9	0,7	1,5		
1953	1,1	2,3	0,8	1,4	13,2	6,0
1954	1,1	2,5	0,8	1,2		
1955	1,2	2,4	0,9	1,3	11,1	5,7
1956	1,08	2,3	0,8	1,1	13,6	4,3
1957	1,2	2,2	0,8	0,99	14,5	

On mesurera pleinement la régression de l'agriculture est-allemande si l'on songe que ces résultats peu brillants ont été obtenus malgré l'effort accompli pour augmenter la mécanisation

du travail agricole et sa productivité comme le montre le développement de la mécanisation dans les S.M.T. (Stations de Machines et Tracteurs) :

	Tracteurs	Faucheuses-lieuses	Semoirs	Moissonneuses-batteuses	Arracheuses de pommes de terre	Pulvérisateurs à vapeur
1951	14.342		1.759	127	1.032	2.481
1953	23.042	10.878	4.029	475	3.682	5.356
1957	34.617	14.567	10.099	3.702	9.829	6.897

La pénurie de main-d'œuvre, devenue chronique dans presque toutes les branches économiques, se fait spécialement sentir dans l'agriculture malgré les nombreuses mesures prises pour y remédier : c'est ainsi qu'une grande campagne de propagande a été lancée pour inviter les jeunes, les ouvriers et les femmes à aller travailler dans les communautés agricoles. En outre, il a été interdit aux fils de paysans de quitter les L.P.G. (3) pour entrer dans des entreprises industrielles.

Aussi bien, les planificateurs est-allemands ont-ils pu annoncer que la collectivisation des terres avait été achevée le 14 avril 1960, mais conscients de la situation critique de l'agriculture, ils n'ont fixé aucun objectif chiffré pour le septennat en cours.

Au terme de cette étude, il est permis de dire

que l'économie de l'Allemagne de l'Est, dont le développement est orienté en fonction des besoins de l'U.R.S.S. dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle, se voit confier des tâches qui dépassent ses possibilités et se trouve dans un état de tension permanent.

Un communiqué publié en mars dernier par le Conseil des ministres indique que la production énergétique ne suffit pas à satisfaire les besoins de l'industrie et invite les consommateurs à observer la plus stricte économie dans la consommation d'énergie électrique et, alors que les dirigeants ne manquent aucune occasion de souligner le développement industriel, des réfugiés rapportent qu'il est impossible de trouver une aiguille à coudre tandis que le pays livre des machines-outils à l'étranger ! Des produits aussi courants que les pommes de terre sont rationnés et il faut attendre deux heures devant les boutiques pour obtenir une livre de choucroute.

(3) L.P.G. : fermes collectives (voir *Est & Ouest*, n° 239, 16-30 juin 1960).

Ce qu'ils ont fait des Républiques baltes

VINGT ans se sont écoulés depuis que Staline, profitant de la guerre à l'Ouest, où son compère Hitler préparait l'invasion de l'Angleterre après la débâcle française, annexa l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. La presse soviétique des 21 et 22 juillet dernier célébrait avec enthousiasme cet événement où le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes trouvait si amplement son compte que Khrouchtchev se croit aujourd'hui autorisé à faire la leçon aux Belges, aux Français et à tous les Occidentaux « impérialistes ».

Le Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., le Presidium du Soviet suprême et le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. adressèrent des messages aux autorités des trois Républiques, les félicitant des « progrès » réalisés sous la dictature soviétique et exaltant l'essor industriel et agricole dû aux méthodes bolchevistes. Fidèle à son dogme de l'industrialisation forcée, le Kremlin est évidemment parvenu à donner une forte impulsion à l'industrie de ces pays. Mais à quel prix ? Ne mentionnons qu'en passant le génocide perpétré par la déportation de dizaines de milliers de Baltes vers l'intérieur, jusqu'en Sibérie, et dont on a perdu toute trace. Une autre fraction, moins nombreuse, de la population a réussi à s'enfuir vers l'Ouest en 1944 et 1945. Les vides ont été comblés par des Russes, des Ukrainiens et d'autres immigrants forcés de toutes les régions de l'U.R.S.S.

En outre, les progrès de l'industrie ont été obtenus par la stagnation de tous les autres secteurs de l'économie, et tout particulièrement de l'agriculture. Ce qui n'empêche point le Kremlin d'insister, dans ses messages, sur l'essor pris par l'agriculture balte. Voici ce que l'on lit dans le message adressé à l'Estonie (21 juillet) :

« A la suite de la victoire du système kolkhozien, l'agriculture de la République connaît une forte ascension. D'année en année, elle voit s'accroître sa production, notamment celle de l'élevage. »

Le message adressé à la Lituanie (22 juillet) dit ceci :

« L'agriculture de la République a fait des progrès sérieux. La Lituanie produit actuellement beaucoup plus de viande, de lait et d'autres produits agricoles qu'à l'époque du règne de la bourgeoisie. »

Le message adressé à la Lettonie (22 juillet) s'exprime avec plus de retenue :

« D'appendice arriéré et agricole des Etats impérialistes, la Lettonie s'est transformée en une République socialiste industrielle-kolkhoziennement hautement évoluée. »

Confrontons ces affirmations avec la réalité telle qu'elle ressort du Recueil de statistiques publié à la fin de l'an dernier à Moscou par les soins du Gosstatizdat.

Tout d'abord, quelques indications sur la population (les chiffres s'entendent en milliers) :

	1939 (a)	1959 (b)	Accroissement
Estonie	1.052	1.196	16 %
Lettonie	1.885	2.094	11 %
Lituanie	2.880	2.713	— 6 %
Total	5.817	6.003	3 %

(a) A la veille de la guerre. — (b) Recensement du 15 janvier 1959.

Cette population se répartit comme suit entre les villes et les campagnes (toujours en milliers) :

	Population		
	1939	1959	Accroissement
	URBAINE		
Estonie	355	674	90 %
Lettonie	663	1.173	77 %
Lituanie	659	1.045	59 %
Total	1.677	2.892	73 %
	RURALE		
	1939	1959	Diminution
Estonie	697	522	25 %
Lettonie	1.222	921	25 %
Lituanie	2.221	1.668	25 %
Total	4.140	3.111	25 %

Ces chiffres indiquent une industrialisation rapide. En 1939, la population rurale dépassait la population urbaine de près de 2 millions et demi; en 1959, elle ne la dépasse plus que de 219.000.

LES CÉRÉALES

Voici ce que nous apprend le Recueil soviétique sur la production céréalière :

	Surfaces ensemencées (1.000 hectares)		
	1913	1940	1958
Estonie	418	572	280
Lettonie	949	1.132	520
Lituanie	1.558	1.638	972
Total	2.925	3.342	1.772

	Récolte céréalière (1.000 tonnes)		
	1913	1940	1958
Estonie	428	655	308
Lettonie	880	1.372	444
Lituanie	1.449	1.536	713
Total	2.757	3.563	1.465

Il serait évidemment plus indiqué, en raison des variations d'une année à l'autre, d'opérer avec des moyennes quinquennales. Nous croyons cependant pouvoir nous dispenser de ces calculs fastidieux puisque notre comparaison porte sur deux dates qui excluent tout soupçon de partialité : la récolte de 1940 fut mauvaise du fait que les opérations militaires déclenchées en septembre 1939 et qui se déroulaient dans le voisinage immédiat des trois pays baltes (Pologne et Finlande) avaient obligé leurs gouvernements à mobiliser plusieurs classes, qui ne purent ainsi participer aux travaux des champs; en outre, l'occupation soviétique, on l'imagine, se répercuta défavorablement sur la moisson. D'autre part, la récolte de 1958 fut la meilleure que l'on eût jamais enregistrée en U.R.S.S. Nous comparons donc des résultats soviétiques exceptionnellement favorables à des données pré-soviétiques exceptionnellement défavorables.

Diminution des surfaces emblavées (1958)

	Par rapport à	
	l'époque tsariste (1913)	la dernière année de liberté (1940)
Estonie	33 %	51 %
Lettonie	45 %	54 %
Lituanie	38 %	41 %
Total	40 %	47 %

Diminution de la récolte (1958)

	Par rapport à	
	l'époque tsariste	la dernière année de liberté
Estonie	28 %	53 %
Lettonie	50 %	66 %
Lituanie	52 %	56 %
Total	47 %	59 %

Les récoltes ont donc diminué bien plus que les surfaces emblavées. Aussi n'est-il pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur le rendement. Celui-ci a évolué comme suit (quintaux à l'hectare) :

	1913	1940	1958
Estonie	10,2	11,5	11,0
Lettonie	9,2	12,1	8,6
Lituanie	9,3	9,4	7,3
Total	9,4	10,7	8,2

Avant l'annexion, le rendement céréaliier des trois Républiques baltes dépassait donc le chiffre que le système soviétique s'efforce d'atteindre depuis trente ans, et toujours en vain. Répétons que l'année 1940 fut particulièrement mauvaise. Après vingt ans de dictature communiste et d'as-

servissement des paysans, ce rendement est, dans la meilleure année (1958), inférieur non seulement à ce qu'il était avant l'annexion, mais même à ce qu'il était voici près d'un demi-siècle, sous le tsarisme.

POMMES DE TERRE ET BETTERAVES

Parlons maintenant des pommes de terre :

	Superficies (1.000 hectares)		Récoltes (1.000 tonnes)	
	1940	1958	1940	1958
Estonie	83	92	1.223	1.079
Lettonie	139	153	2.093	1.489
Lituanie	210	227	2.726	2.301
Total	432	472	6.042	4.869

On observe ici cet étrange phénomène que l'accroissement des superficies s'accompagne d'une diminution des récoltes :

	1940-1958	
	Superficies	Récoltes
Estonie	+ 11 %	— 12 %
Lettonie	+ 10 %	— 29 %
Lituanie	+ 8 %	— 16 %
Total	+ 9 %	— 20 %

Rendement à l'hectare (quintaux)

	1940	1958	Diminution
	Estonie	147,3	117,3
Lettonie	150,0	97,3	35 %
Lituanie	130,0	101,4	22 %
Total	140,0	103,0	27 %

La situation est tout aussi décevante quant aux betteraves sucrières. L'Estonie n'en produisant guère, nous ne donnons ci-dessous que les chiffres relatifs aux deux autres Républiques :

Betteraves sucrières

	Superficie (1.000 hectares)		Récolte (1.000 tonnes)	
	1940	1958	1940	1958
Lettonie	15	19	251	252
Lituanie	13	31	255	327
Total	28	50	506	579

	1940-1958	
	Superficies	Récoltes
Lettonie	+ 27 %	+ 0 %
Lituanie	+ 138 %	+ 28 %
Total	+ 79 %	+ 14 %

	Rendement à l'hectare (quintaux)		
	1940	1958	Diminution
Lettonie	167	132	21 %
Lituanie	196	105	47 %
Total	180	116	36 %

Qu'il s'agisse des céréales ou des autres cultures essentielles dont nous venons de parler, les résultats sont simplement catastrophiques. En dépit de l'extension de la superficie, la récolte a diminué pour les pommes de terre et ne s'est que légèrement accrue pour les betteraves. La baisse du rendement est tout simplement ahurissante. Quant aux céréales, les surfaces emblavées ont sensiblement diminué, ce qui est très probablement en rapport avec la diminution de la population rurale, qui a perdu 1 million de personnes (soit 25 %) entre 1940 et 1958.

On aurait cependant pu remplacer la main-d'œuvre humaine par des machines agricoles. L'a-t-on fait ? A en croire le Recueil des statistiques qui nous fournit toutes les données que l'on vient de lire, l'agriculture des Républiques baltes en a été abondamment pourvue.

Le parc des tracteurs se présente comme suit (en milliers d'unités conventionnelles de 15 CV) :

	1940	1958
Estonie	1,4	9,9
Lettonie	1,0	17,0
Lituanie	1,0	25,3
Total	3,4	52,2

Le nombre des tracteurs s'est donc multiplié par plus de 15, et même par 25 en Lituanie. Dans ces trois pays, on comptait, en outre, en 1958, 5.300 moissonneuses-batteuses, inexistantes en 1940. On se demande, devant de tels résultats catastrophiques, à quoi ces machines ont bien pu servir.

L'ÉLEVAGE

En ce qui concerne l'élevage, les résultats de la collectivisation forcée sont tout autant désastreux. Seul l'effectif des porcs a augmenté : de 35 % en Estonie, de 28 % en Lettonie, de 12 % en Lituanie — de 21 % dans les trois pays réunis. Les ovins et les caprins ont diminué de 20 % dans l'ensemble (20 % en Estonie, 10 % en Lettonie, 29 % en Lituanie).

Examinons de plus près l'évolution du cheptel bovin, en retenant trois dates : l'année 1916

(recensement du troupeau organisé par le gouvernement impérial), le 1^{er} janvier 1941 (recensement organisé au lendemain de l'annexion de juillet 1940) et le 1^{er} janvier 1959 :

	Bovins (1.000 têtes)		
	1916	1941	1959
Estonie	429	528	452
Lettonie	718	986	843
Lituanie	934	1.054	1.046
Total	2.081	2.568	2.341

Accroissement ou diminution

1959 par rapport à :

	1916	1941
Estonie	+ 5 %	— 15 %
Lettonie	+ 17 %	— 15 %
Lituanie	+ 12 %	— 1 %
Total	+ 13 %	— 9 %

Pour la comparaison entre 1959 et 1916, il importe de rappeler qu'en 1916 le cheptel était déjà décimé par les réquisitions et par le manque de soins, la plupart des hommes étant mobilisés ; en outre, la Lituanie était directement menacée de devenir théâtre des opérations. Pourtant, l'effectif de la bonne année 1959, année de paix, n'est que de 13 % supérieur à ce qu'il était quarante-deux ans plus tôt, en pleine guerre.

Par rapport à 1941, le recul est patent. Là encore, il faut rappeler que le troupeau était déjà durement touché par les débuts de la collectivisation forcée, qui avait commencé immédiatement après l'annexion.

Il faut, d'autre part, tenir compte du chiffre de la population. Nous ne pouvons malheureusement procéder à la comparaison avec 1916, du fait que la Lituanie a changé de frontières à plusieurs reprises (Vilna et Memel-Klaipėda). Force nous est donc de ne confronter que 1941 et 1958.

Bovins par 100 habitants

	1941 (a)	1959	Diminution ou augmentation
Estonie	50	38	— 24 %
Lettonie	52	40	— 23 %
Lituanie	37	38	+ 3 %
Total	44	39	— 11 %

(a) Population de 1939.

Les chiffres ci-dessus se rapportent à l'ensemble des bovins. En ce qui concerne les vaches, la situation est bien pire :

Vaches (1.000 têtes)			
	1916	1941	1959
Estonie	309	402	284
Lettonie	518	797	533
Lituanie	673	782	669
Total	1.500	1.981	1.486

Accroissement ou diminution 1959 par rapport à :		
	1916	1941
Estonie	— 8 %	— 29 %
Lettonie	+ 3 %	— 33 %
Lituanie	— 1 %	— 15 %
Total	— 1 %	— 25 %

En tenant compte du chiffre de la population, on obtient ceci :

Vaches par 100 habitants			
	1941	1959	Diminution
Estonie	38	24	— 37 %
Lettonie	42	25	— 40 %
Lituanie	27	25	— 8 %
Total	34	25	— 27 %

La chute est tout simplement catastrophique. Aussi n'est-il point étonnant que le Recueil sovié-

tique lui-même soit obligé d'avouer (en dépit des artifices que sait déployer la statistique de Moscou) une baisse de la production du lait :

Production du lait (1.000 tonnes)			
	1940	1958	Diminution
Estonie	782	732	6 %
Lettonie	1.537	1.343	16 %
Lituanie	1.383	1.386	0 %
Total	3.702	3.461	4 %

Ces chiffres sont évidemment « arrangés ». Un effectif de vaches en diminution de 27 % ne peut donner autant de lait — ou presque autant — que si les animaux sont mieux soignés et mieux nourris, ce qui n'est pas le cas; les chiffres relatifs aux céréales en témoignent. Une fois de plus, on constate que les statisticiens soviétiques en service commandé se moquent du monde. Ceux qui n'ont pas de réputation scientifique à soutenir s'en moquent bien plus royalement encore. Rappelons cette phrase du message à la Lituanie que nous citions au début de cet article :

« La Lituanie produit actuellement plus de viande, de lait et d'autres produits agricoles qu'à l'époque du règne de la bourgeoisie. »

Le message ajoutait même :

« Par tête d'habitant, elle produit plus de lait et de beurre que les Etats-Unis. »

Les chiffres dont nous venons de faire état font justice de cet insolent mensonge.

Depuis vingt ans, les trois nations baltes sont réduites à la servitude par les hommes qui, à Manhattan, se posent en champions de « l'anti-colonialisme ». Il ne suffit pas à Khrouchtchev de les tenir sous sa poigne de fer, de les opprimer et d'avoir ruiné leur agriculture et leur élevage. Il y ajoute la raillerie en affirmant qu'il leur a apporté le bonheur.

LUCIEN LAURAT.

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8°

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 NF pour six mois et 60 NF pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 NF pour un an et 90 NF si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Scènes de la vie soviétique

Comment on fabrique les statistiques

UNE grande campagne vient d'être déclenchée en Union soviétique contre la falsification des statistiques. On relève, en effet, dans la presse nombre d'articles où sont dénoncées les pratiques mensongères des chefs d'entreprise qui fournissent des renseignements erronés sur la production de leur usine ou de leur kolkhoze.

Les deux articles dont nous extrayons les passages reproduits ci-après concernent les statistiques agricoles. On y verra comment c'est le système lui-même qui porte la responsabilité des falsifications que l'on dénonce aujourd'hui : il faut à tout prix que soit exécuté le « plan » établi par les bureaucrates et imposé par le Parti. Quand il ne l'est pas dans les faits, on s'arrange pour qu'il le soit sur le papier, et le tour est joué.

Pendant des années, les dirigeants soviétiques, à commencer par Staline, ont encouragé ces pratiques : on s'en rendra compte en lisant la note que nous publions plus loin sur la « récolte biologique », dont l'estimation figurait au lieu et place de la récolte engrangée non seulement dans les statistiques officielles, mais dans celles des kolkhozes à partir desquelles les statistiques globales étaient élaborées. Le soin jaloux avec lequel on gardait sous clé jusqu'en 1956 la quasi-totalité des statistiques, au point que les économistes eux-mêmes n'y avaient pas accès, prouve que les chefs du Parti n'ignoraient pas que les statistiques dont ils usaient étaient mensongères (voir à ce sujet les déclarations de Mikoïan au XX^e Congrès du P.C. soviétique, reproduite dans notre article : « M. Charles Bettelheim et « l'impossibilité pratique des statistiques de propagande en régime socialiste », *Est & Ouest*, n° 240, 1^{er}-15 juillet 1960). Quand un tel exemple était donné d'en haut, comment au bas de l'échelle hiérarchique les statisticiens n'auraient-ils pas compris que leur devoir était de contribuer à l'œuvre de propagande en embellissant la réalité dans les chiffres. Sans doute cette participation

au « grand mensonge » leur paraissait-elle aussi importante et méritoire que l'accomplissement réel des plans de production.

Pourquoi les dirigeants dénoncent-ils aujourd'hui ces pratiques ? Il se peut que, dans le semi-libéralisme qui règne actuellement en U.R.S.S., au moins pour la classe dirigeante, elles aient pris des proportions grandioses. Ni les hiérarques du Parti, ni les présidents de kolkhoze, ni les directeurs d'usine n'ont aujourd'hui à craindre beaucoup plus qu'un déplacement (qui pourrait même être un avancement). La terre ne règne plus. Les membres de la « nouvelle classe » n'ont vraiment plus à craindre le camp de concentration ou la « liquidation physique ». Aussi est-ce, du haut en bas de la hiérarchie, et sur toute l'étendue du pays, le règne de la complaisance et de la complicité universelles. On falsifie au su et au vu de ceux qui sont chargés d'assurer le contrôle des chiffres, et sur leur conseil, quand ce n'est pas avec leur aide. Bien mieux, on se coalise pour réduire au silence les quelques naïfs qui n'ont pas encore réussi à se faire à ces méthodes très particulières.

Le résultat en est qu'à Moscou on ne doit pas très bien connaître la situation économique dans sa réalité, et que les calculs y deviennent impossibles. Il est vraisemblable que les gens avertis corrigeaient pour eux-mêmes les données fournies au moyen d'un « coefficient de falsification ». Peut-être les grandes « victoires » de ces dernières années avaient-elles entraîné un grossissement de ce coefficient qui fait qu'on ne s'y retrouve plus. Il se peut que les dirigeants soviétiques donnent à ce sujet quelques éclaircissements dans les mois qui viennent.

En attendant, M. Charles Bettelheim pourra continuer à honorer le Collège de France en professant que les statistiques de propagande sont pratiquement impossibles en régime socialiste.

« ON A SEMÉ ... SUR LE PAPIER »

Le premier de ces deux articles a paru, sous ce titre, dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 14 août 1960. Comme souvent, son auteur a reproduit en commençant une lettre à la direction, signée par une certaine Anna Kravets, inspecteur à l'Inspection statistique de district, à Letitchev, dans la région de Khmel'nitsk.

Voici cette lettre :

« Chère rédaction ! Je ne peux pas voir avec indifférence comment on trompe l'État. Pourquoi m'oblige-t-on à mentir, à ajouter, à transmettre à la région des chiffres notoirement « gonflés » ? Voici comment les choses se sont passées l'année dernière. Les récoltes ont été rentrées à temps, seulement pas dans les champs mais... sur le papier. En fait, la récolte ne fut rentrée qu'une semaine après le rapport à la région. Le printemps a été tardif cette année, les semailles des blés de printemps n'ont commencé que le 2 avril. De nouveau, ç'a été la vieille histoire : le district a terminé les semailles avant les délais fixés... sur le papier. J'ai essayé de protester, de me plaindre, mais on m'a dit : « Rédige ta démission

si tu veux avoir un livret de travail propre... » Mais je ne veux pas avoir un livret propre et une conscience sale. « Tu es encore bien inexpérimentée », me rassure quelqu'un. « Tiens-toi tranquille et tais-toi, cela vaudra mieux et pour toi et pour nous », conseillent d'autres.

« Mais moi, je ne peux pas, je ne veux pas transiger avec ma conscience. »

ANNA KRAVETS.

[Ne manquons pas de souligner au passage que le livret de travail existe toujours en Union soviétique et que ce qui y figure dépend moins des mérites du travailleur que de l'humeur de ses chefs.]

Comme les directives du Parti sont aujourd'hui de dénoncer la falsification des statistiques, la rédaction de la *Komsomolskaïa Pravda* a réclamé une enquête à son correspondant particulier à Letitchev.

« L'agile moto du comité de district plonge entre les lourdes vagues de blés mûrs. Le secrétaire du comité de district du Komsomol, Philippe Lentovski, un grand gaillard aux larges épaules,

ancien marin, en compagnie de qui je m'en vais « comprendre », réfléchit à voix haute :

« — Des ajoutés... Bizarre. C'est la première fois de ma vie que je rencontre cela. Quel plaisir peuvent donc avoir les gens à s'occuper de pareilles bêtises ! »

Naïf ou complice, ce Komsomol ? On ne sait. Voici nos hommes au kolkhoze Chchors :

« ... Les documents s'étalent sur la table. « Tableaux dynamiques » de la comptabilité du kolkhoze, « feuilles de contrôle » du travail des tracteurs... On y inscrit tous les jours dans un ordre strict tout le travail qui se fait dans le kolkhoze. Ces chiffres sont exacts : on n'a pas de raison de se tromper soi-même. »

Partageons-nous cet optimisme ? On n'ose le faire, après avoir lu ce qui suit. Les chiffres en question sont, en effet, fort différents de ceux qui furent enregistrés, quelques mois plus tôt, le 25 mai, à l'Inspection statistique du district.

Voici comment les choses se passèrent ce jour-là en ce haut lieu :

« Le 25 mai, les bouliers crépitaient paisiblement comme d'habitude à l'Inspection statistique du district. Depuis le matin, les présidents de kolkhoze arrivaient et les comptables déposaient hâtivement les rapports sur le bureau. A en juger par le brouhaha qui parvenait de l'autre côté du mur, on pouvait deviner que s'y déroulait l'habituelle « engeulade » de fin de mois, cette fin de mois à laquelle il est indispensable de présenter à la région un tableau général sur l'achèvement des semailles. Et, il faut bien le dire, on ne voyait pas encore à ce moment-là la fin des semailles.

« L'atmosphère de l'autre côté du mur s'échauffait et le personnel de l'Inspection de district de la statistique d'Etat échangeait des regards entendus :

« — Khamardiouk s'emporte. Ce qu'il peut « gueuler » !

« ... Tout commença à l'heure du déjeuner. Les portes de l'Inspection s'ouvrirent toutes grandes sous la poussée d'une bonne dizaine d'épaules robustes. Un cercle dense se forma autour du bureau de l'inspecteur Anna Kravets. Les présidents exigeaient à qui mieux mieux :

« — Rends-moi mon rapport, je vais faire une petite correction. On n'a pas assez tenu compte... »

« Le premier à entreprendre les corrections fut le président du kolkhoze « Progrès », S.N. Gorbatiouk. Aux 225 hectares ensemencés en maïs, il ajouta en un tournemain encore une centaine et des poussières. Epongeant l'abondante sueur qui lui coulait du front, il poussa un soupir de soulagement :

« — Eh bien ! grâce à Dieu, j'ai fini de semer.

« Le comptable du kolkhoze Bogdan Khmelnitski, I.A. Ostapenko, fut retrouvé au buffet. C'est ainsi, un sandwich entamé à la main, qu'il apparut à l'Inspection et se mit aux corrections. Comme résultat, le plan d'ensemencement en maïs fut terminé en un temps record — dix minutes !

« En revanche, la comptable du kolkhoze Chchors, A.A. Loutsichina, n'eut pas de chance. Après avoir remis son rapport le matin, elle était rentrée tranquillement chez elle. Un coup de téléphone l'obligea à retourner en courant à Letitchev pour « finir de semer » les 52 hectares manquants.

« Le soir, le calme était revenu à l'Inspection. Les portes se fermèrent sur le dernier président. La fumée de tabac se dissipa. Sur le bureau

d'Anna Kravets s'élevait un monceau de rapports « initiaux ». Sur les formules, des notes : « Croire les corrections. » Et toutes les corrections étaient dans le sens d'une augmentation.

« Il apparaissait que précisément, au 25 mai, il ne restait pas un hectare non ensemencé sur les terres de Letitchev. »

Notre journaliste entend donc la tourné des kolkhozes dont les présidents ont si rapidement achevé les semailles. Glanons dans ce qu'il rapporte quelques propos significatifs, sans omettre que, comme il se doit, le beau rôle s'y trouve réservé à des Komsomols.

Au kolkhoze Bogdan Khmelnitski :

« ... Le président P.F. Rapatski et le comptable I.A. Ostapenko s'enrouent à démontrer qu'ils n'y sont pour rien. Et c'est alors qu'un petit jeune homme aux larges épaules se détache du mur. Jusqu'alors, il avait observé la scène en silence. C'est un conducteur de tracteur, le secrétaire de l'organisation kolkhoziennne du Komsomol Mikhaïl Nitsevitch. Il s'est approché de lui et dit :

« — Pas la peine, Piotr Frantzevitch. Je semais encore du maïs le 2 juillet. Je ne finissais pas de semer, mais justement je semais ! Et où ça ? Dans le champ principal. Et vous, vous avez rapporté que les semailles avaient été terminées le 25 mai... »

[On sème encore le 2 juillet. Est-ce qu'on ne risque pas de récolter sous la neige le maïs mis en terre à une telle date ? Il est vrai qu'il s'agit de maïs cueilli en vert, comme fourrage.]

« Au kolkhoze « Progrès », les documents confirment de nouveau la tromperie. Ici aussi, l'agronome Ivan Alexeitchouk, un Komsomol, nous dit :

« — On a fait le rapport d'avance. On a fini de semer après coup.

« — Quelque cinq cents hectares ajoutés n'ont absolument aucune importance à l'échelle du district. On les ensemencera de toute façon, sinon aujourd'hui, alors demain. Mais comme ça, on pense dans la région que tout va bien chez nous. De sorte que, vous le voyez, le mal n'est pas bien grand... »

« Je n'aurais jamais cru qu'on pût raisonner ainsi, mais l'inspecteur de district de la statistique d'Etat, Vladislav Isidorovitch Nagourni, chef direct d'Anna Kravets, me dit tout cela comme quelque chose qui va de soi. L'inspecteur de district qui, entre nous, a pour mission de lutter pour des renseignements véridiques... »

« Et voici une autre opinion sur la nature des ajoutés, celle du jeune communiste Anatole Baranov, président du kolkhoze « XX° Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ». C'est tout récemment que le secrétaire du comité de district du Komsomol Baranov s'était offert pour porter le kolkhoze retardataire au niveau d'un kolkhoze d'avant-garde. Aujourd'hui, l'exploitation s'est renforcée, a de nouvelles fermes et dépendances.

« — La comptabilité est importante dans l'économie, dit Anatole. Et une comptabilité stricte, sans aucun tour de passe-passe. Sinon, qu'est-ce qui se passe ? Le kolkhoze envoie d'avance le rapport au district, au district on arrondit un tantinet nos chiffres et on les transmet à la région. Et il est parfois arrivé qu'on annonce à la radio : « La moisson est complètement terminée dans le district. » Or, pendant une semaine encore après cela, les kolkhoziens fauchent des blés trop mûrs restés trop longtemps dans les champs. A l'hectare, on récolte disons sept-huit quintaux, bien que les premiers jours on en ait

récolté vingt et trente. Personne n'aura à répondre des pertes : la moyenne aura l'air tout à fait bonne. Non, mieux vaut le mauvais temps qu'un bon mensonge !... »

Conclusion de cette enquête ?

Quant aux faits, « on a découvert trente « ajoutés » représentant au total 2.216 hectares ».

« INTERVIEW AVEC DES FUMISTES »

Le second article a été publié sous ce titre par la *Literatournaïa Gazetta* du 6 août 1960. Son auteur, E. Lapatina, n'avait rien à découvrir. Elle savait qu'elle allait chez « des gens qui avaient trompé le peuple et l'Etat ». Les faits étaient connus :

« L'un d'eux fabriquait des rapports fictifs sur la foi desquels son district était considéré comme le premier pour le rendement du maïs, recevait des prix à l'exposition agricole de l'U.R.S.S. Il aidait les kolkhozes à rédiger des rapports « gonflés » dans lesquels figuraient des réserves de deux ou trois ans de foin alors qu'en fait il n'y en avait même pas assez pour un hiver.

« Un autre parlait dans ses rapports de fleuves de lait que personne n'a jamais vus. Il « livrait » à l'Etat du beurre qui était déjà passé par les entrepôts et les magasins de l'Etat. Il faisait passer pour le sien propre le produit du travail des autres. Il faisait passer le travail des autres pour l'exécution des obligations du kolkhoze. »

[Admirons ici une autre forme de falsification, au demeurant plus honnête : on va acheter au voisin le beurre qu'on n'a pas pu fournir soi-même. Ce beurre ainsi figurera deux fois dans les statistiques. Stroumilina, dans le livre cité plus haut, signale comme habituelle la pratique des doubles et des triples emplois par les statisticiens.]

Ce que notre journaliste prétendait apprendre, du moins le dit-elle, c'est le pourquoi et le comment de ces truquages :

« — Principal fumiste du district ! prononce en se levant et en me tendant la main un grand homme bien habillé, soigneusement rasé.

« Je suis légèrement gênée : je n'avais pas l'intention de « prendre le taureau par les cornes » comme ça, d'un coup. Je pensais aborder le thème délicat peu à peu, imperceptiblement. Mais le chef de l'Inspection de district pour l'agriculture parle de son crime (en l'appelant il est vrai plus discrètement une faute) avec une bonne volonté inattendue, une sorte d'insouciance voulue. »

Notre homme s'est fait du souci quand ses exploits lui ont valu les honneurs de la presse. Il s'attendait « à n'importe quelles mauvaises suites... » « On s'entend chez nous à casser du bois sans se donner la peine de réfléchir. »

Mais, depuis, il a préparé sa défense :

« C'est pour rien qu'on a fait du bruit... C'est rien du tout comme faute, si on y regarde de près. Réfléchissez, voyons, quel avantage avais-je à ces ajoutés ? Absolument aucun ! Il y a tout simplement beaucoup de pagaie dans les comptes des kolkhozes. Les cadres, vous savez, sont faibles. Sans le vouloir, ils ont embrouillé les comptes.

« — Mais pourquoi les ont-ils « embrouillés » dans le sens d'une augmentation et non pas le contraire ?

« Le chef plisse le front, cherche la meilleure réponse, puis son visage se détend en un sourire plein de bonhomie.

« — Mais ce sont les instructions !... Nous

Quant aux conséquences de l'enquête, eh bien ! « Anna Kravets vit maintenant difficilement à Letitchev. Ce même Vladimir Prokofievitch Kharmardiouk qui « engeulait » les présidents la menace maintenant de renvoi : ça l'apprendra ! ».

Et voilà pour quoi fut faite, au nom de la justice sociale, la révolution la plus sanglante de l'histoire !

agissions en pleine conformité avec les recommandations de la direction régionale de l'agriculture.

« Il me montre les recommandations et me les explique :

« — Vous voyez, la récolte se détermine par la méthode des surfaces d'essai. Et quelle est cette récolte ? Biologique ! Avant le Plenum de septembre du Comité central, c'est comme ça que nous calculions aussi le blé : nous moissonnons sur des surfaces de cent mètres, nous multiplions par la superficie totale des ensemencements et nous criions : « Voilà ce que nous avons ! » Maintenant, pour le blé, le Parti et le gouvernement nous ont corrigés, nous ont fait adopter un calcul plus intelligent, au grenier. Mais pour le maïs nous arrondissons comme avant d'après les cent mètres. Et on peut « arrondir » dans le sens qu'on veut. Comme on dit, il n'y a pas de règle sans exception ni de loi sans astuce... Et d'une !

« — Un instant, un instant, tentai-je d'objecter, on dit là-dedans : par la pesée de toute la masse.

« Il ne se trouble nullement.

« — Ce point, c'est une sorte de vœu... Des balances automatiques, la plupart des kolkhozes n'en possèdent pas et la région le sait. C'est pourquoi il y a là à côté une autre indication : au cas où il ne serait pas possible de peser, déterminer la récolte par la méthode des surfaces d'essai.

« Il plie un doigt.

« — Ensuite, quand on détermine la récolte d'après une surface d'essai, on coupe le maïs jusqu'à la racine. Or, pratiquement, le meilleur conducteur de moissonneuse-batteuse coupe à douze-quinze centimètres, sinon à vingt. Une erreur de calcul ? Bien sûr ! Et pas une petite, une quarantaine de quintaux à l'hectare.

[Rappelons qu'il s'agit de maïs coupé vert, pour faire du foin.]

« Il plie le deuxième doigt.

« — Maintenant, un autre stade, et lui aussi a son « astuce » : nous avons broyé la masse à ensiler, nous en avons rempli les tranchées, nous l'avons bien tassée. D'après les instructions, pour chaque mètre cube, on suppose un poids de huit cents à mille kilos. Eh bien ! nous n'exagérons pas, nous prenions modestement neuf cents. D'autres, je le sais, inscrivent carrément mille. Et en fait — c'est clair comme le jour pour n'importe quel spécialiste — il y en a à peine sept cents kilos par mètre cube. Une divergence ? Bien sûr ! Et comment ! Nous ensilons par millions de quintaux et pour chaque million, il y a vingt-trente pour cent d'air pur...

« Il continue à plier les doigts : troisième, quatrième, énumérant toutes les absurdités et incongruités de l'instruction.

« — Mais permettez, le coupai-je timidement, si vous voyiez que l'instruction est si imparfaite, pourquoi n'avez-vous pas protesté ?

« Il me regarde comme un bébé déraisonnable.

« — Mais comment aurais-je pu ? Des cerveaux autrement calés que le mien y ont travaillé. Toute une collectivité...

« — Mais vous pouviez donner aux kolkhozes l'indication de compter autrement, plus exactement ?

« — Que dites-vous là ? répond-il avec stupeur. Cela aurait été une infraction...

« — Excusez-moi, mais ne vous semble-t-il pas que c'est un peu... bureaucratique ?

« — Et que suis-je donc ? Je le suis, un bureaucrate ! convient-il volontiers, nullement vexé. Tous mes actes sont réglementés par des instructions, des dispositions, des prescriptions. Est-ce que je décide quelque chose moi-même ? Allons donc ! Les organisations du district votent des résolutions : quand il faut commencer le labourage, forcer les semailles, se mettre à la moisson... »

Ainsi parle ce fonctionnaire sans se troubler, jusqu'au moment où son interlocutrice souligne que ce n'est pas une faute de rien du tout que de laisser le bétail sans fourrage, mais un crime qui relève de la justice. Alors, il explose :

« — Moi ? Me traduire en justice ? Cette fois, il n'a plus envie de poser, cette fois il éclate. Oui, oui, dit-il nerveusement, oui, chez nous, dans le district, il y en a eu aussi qui voulaient en venir à cela... Mais j'ai décidé : si on en arrive aux extrêmes, je ne me tairai pas... Je l'ai dit aussi à ma femme : je n'ai rien à perdre, je brûlerai tous les ponts, j'irai à Moscou, au Comité central... Et je raconterai tout, je dirai toute la vérité... Je raconterai comment un simple agronome s'est retrouvé parmi les principaux fumistes du district... Il y avait des camarades plus haut placés que moi, ils savaient tout, ils voyaient tout... Ils disaient : « Agis conformément à l'instruction... » Et quel est le résultat ? Hein ? L'un a pris sa retraite, un autre a été mis en congé de longue maladie, le troisième a été transféré dans un autre district. Et moi, on m'a collé un avertissement ! Et mon nom se promène dans les journaux ! Ce n'est pas possible. Ce n'est pas conforme à...

« Il se tait sans achever et se met à réfléchir, tandis que moi je ne sais toujours pas ce qu'il voulait dire : son habituel « conforme à l'instruction » ? Peut-être s'est-il souvenu de notions comme « probité » ou « esprit de Parti », notions qu'il avait complètement oubliées jusqu'à ce que le malheur soit venu le frapper.

L'autre « fumiste » interrogé est un tout autre homme. Il ne possède pas l'indéniable science agronomique de l'autre. Il n'est président de kolkhoze que depuis peu :

« Il y est arrivé en août dernier. Ce n'était pas que le kolkhoze retardât particulièrement, mais il se trainait parmi les moyens, et on avait proposé à mon interlocuteur :

« — Tiens, d'après l'exemple de Gaganova, tire-le donc de l'ornière, fais-en un kolkhoze d'avant-garde.

« Il aurait dû prendre alors son courage à deux mains et dire : « Voyons, frères, je ne suis pas un « tireur », j'ai usé mes culottes pendant quinze ans dans des bureaux administratifs, je n'ai vu des kolkhozes qu'en qualité de délégué... »

« Mais il manqua de courage. Il est même possible que la perspective de « tirer » le kolkhoze lui ait paru séduisante. Il est possible que dans

(Suite au verso, bas de page.)

LA RÉCOLTE BIOLOGIQUE

DANS son rapport au Comité central du 15 décembre 1958, Khrouchtchev s'en était pris à Malenkov en ces termes :

« Savaient-ils que le pays manquait de pain, ceux qui avaient la charge de l'agriculture, notamment Malenkov ? Cependant, en dépit des faits, en 1952, à la tribune du Congrès du Parti, Malenkov indiquait que la récolte globale était de 8 milliards de pouds et que désormais le problème des céréales était définitivement résolu. Malenkov a agi malhonnêtement en opérant avec la récolte dite biologique, bien que personne n'ignore que celle-ci est loin de coïncider avec la récolte réelle, engrangée. »

On croirait, à lire ces lignes, que Malenkov était responsable de cette façon d'évaluer les récoltes. Or, Malenkov lui-même lorsqu'il était chef du gouvernement, avait dénoncé cette pratique, et il avait été le premier à le faire. Assurément, il ne l'avait pas fait de lui-même et sans l'avis de ses collègues. Mais ce n'est pas non plus de lui-même et sans l'avis de Staline qu'il avait fait, en 1952, les déclarations qui lui sont maintenant reprochées.

Voici en tout cas ce qu'il déclarait en août 1953 :

« Il est indispensable de mettre fin à la pratique erronée consistant à estimer les résultats du travail des kolkhozes pour la production en grains et autres, non d'après les récoltes effectives, mais d'après les prévisions de rendement. Notre pays, nos kolkhozes peuvent être riches de récoltes engrangées, non de récoltes sur pied. » (Pravda, 9 août 1953.)

Le mois suivant, dans son grand discours sur l'échec de l'élevage, Khrouchtchev avait renouvelé cette condamnation, mais c'est à Malenkov qu'il était échu d'ouvrir la voie.

C'est en 1933, écrit Serge N. Prokopovitch (Histoire économique de l'U.R.S.S., page 163) que la méthode employée pour évaluer les céréales fut modifiée. « Jusqu'alors, cette évaluation était basée sur le grain recueilli par les chefs d'entreprises agricoles. A partir de 1933, la récolte fut estimée sur pied dans les champs (récolte biologique), compte tenu d'une perte inévitable de 10 % au moment de la moisson. Or, avec les procédés actuellement utilisés en Russie soviétique pour faire la moisson, les pertes s'élèvent pratiquement, de l'aveu même des journaux du Kremlin, à 20 ou 25 % de la récolte sur pied. »

A en juger d'après la rectification apportée par Khrouchtchev en décembre 1958, c'est de plus de 20 à 25 % que la récolte « biologique » dépasse en U.R.S.S. la moisson réelle. Malenkov avait parlé de 8 milliards de pouds, alors que, selon Khrouchtchev, la récolte n'avait pas dépassé 5,6 milliards. Les pertes avaient donc été de 30 %, le gonflement de 42 %.

**

Voilà donc sept ans déjà que les dirigeants soviétiques ont condamné en principe la politique du calcul de la récolte d'après l'estimation sur pied. Or, si l'on en croit l'article cité ci-contre, de la Literatournaïa Gazetta, c'est seulement depuis septembre 1959 que les autorités ont fait adresser aux présidents des kolkhozes des instructions exigeant un autre mode de calcul.

Encore ces instructions portent-elles seulement sur le blé, la récolte de maïs étant toujours estimée selon l'ancienne méthode. Encore l'application des directives est-elle dans beaucoup de cas impossible, faute de matériel nécessaire. Chose à peine croyable : la plupart des kolkhozes ne possèdent pas de bascules pour peser les récoltes !

Les rapports sino-soviétiques

L'INTERVENTION tapageuse de Khrouchtchev à l'O.N.U. en faveur de la Chine communiste, et les fêtes organisées à Moscou et Pékin à l'occasion du onzième anniversaire de la victoire de Mao, ont mis fin, pour un temps, au déferlement des nouvelles et des commentaires sur le conflit des deux puissances communistes. Bien entendu, ce temps ne sera pas mis à profit, dans la grande presse, pour procéder à la vérification des nouvelles hâtives parues dans ses colonnes : elle vit de quotidien et de sensationnel, et ceux qui la vendent n'ont cure de ces repentirs et de ces ratures qui sont pourtant la condition même d'une connaissance exacte.

N'étant point tenus ici par ces servitudes mercantiles, nous alimenterons notre chronique en revenant sur certains faits dont les journaux à grand tirage et les commentateurs radiophoniques ont répandu l'image déformée.

La réunion du Conseil général de la F.S.M. à Pékin (juin 1960)

Jusqu'à présent, seul un délégué de la C.G.I.L. (Italie), lui-même membre du P.S.I., avait donné des informations un peu précises sur la discussion qui avait marqué la onzième session du Conseil général de la F.S.M. — qui s'est tenue en juin 1960 à Pékin, en présence, ne l'oublions pas, d'un assez grand nombre de représentants d'organisations non affiliées à la F.S.M. Ses propos avaient d'ailleurs été démentis presque aussitôt par un autre délégué de la C.G.I.L., celui-là du P.C. italien.

Aujourd'hui, c'est une publication communiste — la revue officielle du F.D.G.B. (centrale syndicale de l'Allemagne soviétique), *Die Arbeit* — qui, dans son numéro d'août, donne quelques indications sur ce débat (sans d'ailleurs préciser quelle organisation représentait le délégué qui tint des propos non orthodoxes) :

« Sur une autre question — la plus décisive — sur la possibilité d'empêcher ou non la guerre dans les circonstances actuelles, ... nous ne pouvons pas être d'accord avec un délégué à la XI^e Réunion du Conseil général de la F.S.M. qui

déclara que les guerres sont inévitables même aujourd'hui...

« Un délégué à la XI^e Réunion tira la conclusion erronée que les guerres sont inévitables du fait que tant qu'existe l'impérialisme, les bases économiques pour une guerre existent également. Il croyait que, dans les conditions actuelles de l'impérialisme, il serait erroné d'affirmer qu'on peut mettre fin à la guerre. Nous ne pouvons pas partager ce point de vue...

« Ce collègue n'ayant pas pris suffisamment en considération des changements gigantesques qui se sont produits dans le monde au cours des dernières décennies du fait des forces révolutionnaires dirigées par la classe ouvrière, il aboutit à une appréciation non-réaliste de l'actuel rapport des forces. Il ne tint pas suffisamment compte des nouveaux facteurs dans les relations internationales créés par l'existence du camp socialiste et par sa conséquence politique pacifique... »

On notera que ce n'est par la première fois que les communistes d'Allemagne orientale soient les seuls à révéler une discussion à l'intérieur du bloc communiste. Ce fut déjà le cas en effet en 1957 à l'issue de la grande réunion internationale communiste tenue à Moscou, lorsque Fritz Ebert présenta et fit publier dans *Neues Deutschland* un rapport sur les délibérations, ou plus récemment lorsqu'un éditorial de ce même journal rejeta l'expérience des communes populaires pour l'Allemagne orientale.

Une discussion sur la thèse de l'inévitabilité (ou de la non-évitabilité) des guerres en régime capitaliste a donc bien eu lieu à la réunion de Pékin du Comité exécutif de la F.S.M. Mais, si le fait n'est pas contestable, il ne suffit pas, à lui seul, pour parler d'un conflit profond entre les deux partis...

Le départ des spécialistes soviétiques de Chine

La nouvelle du départ des spécialistes soviétiques a été diffusée, à vingt-quatre heures d'intervalle, à la fois par le correspondant de *Borba* et par l'Agence France-Presse. Le journal des communistes yougoslaves publiait le 13 août un

(SUITE DE LA PAGE 19)

ses pensées une haute récompense ait déjà brillé d'un éclat doré... »

[Voilà comment on nomme les présidents de kolkhoze en U.R.S.S. ! Notre journaliste ne prend même pas la peine de faire croire à ses lecteurs qu'ils sont élus par les kolkhoziens. Ils savent trop bien ce qu'il en est.]

Le président ainsi nommé se trouve devant une production mauvaise, une provision de fourrage insuffisante. C'est alors qu'il achète du lait et du beurre aux kolkhoziens du voisinage.

« La tromperie ! La tromperie, répète-t-il avec humeur. Qu'est-ce que ça veut dire, la tromperie ? Est-ce moi qui l'ai inventée ? Avant moi déjà, on achetait aux kolkhoziens et du bétail pour la viande et du lait et des œufs et de la laine... Seulement mes prédécesseurs étaient plus malins que moi, ils allaient chez leurs propres kolkhoziens, alors que moi j'avais envoyé des approvisionneurs dans des districts et régions avoisinants... Puisqu'il fallait réaliser le plan ! Per-

sonne n'a envie d'être parmi les retardataires ! Personne n'a envie d'être battu ! »

La journaliste s'étonne alors que ceux qu'il chargeait d'aller faire de tels achats pour l'aider à « remplir ses obligations socialistes » ne lui aient pas fait des observations.

Cela lui vaut cette déclaration dénuée d'artifice :

« — Je ne sais pas, dit-il après un long silence. Ils le pensaient peut-être, ils me blâmaient peut-être entre eux. Mais à haute voix... Non, voyons ! Cela ne se fait pas, chez nous, de faire des observations à un camarade supérieur, un dirigeant... Aux réunions, tous en bloc, cela arrive qu'ils vous prennent pour cible, mais comme ça, individuellement... Non, ça ne se fait pas.

« Et je ne puis comprendre d'après son ton s'il désapprouve une telle situation ou si au contraire il s'en félicite. »

Voilà, n'est-il pas vrai, une image de la démocratie soviétique fort peu conforme à celle qu'en offre la propagande.

article de B. Bogounovitch, dont le dernier paragraphe disait :

« C'est un fait que depuis quelques jours partent de la gare de Pékin de longs trains spéciaux pour les spécialistes soviétiques qui rentrent dans leur pays. Selon l'explication officielle donnée ici, la raison du départ des spécialistes soviétiques est « l'expiration du délai » prévue par leur contrat de séjour en Chine; une fois leurs obligations remplies, ils rentrent chez eux. Néanmoins, il existe d'autres versions qui présentent le problème dans une toute autre lumière. »

Manifestement, le correspondant titiste songeait à ce qui s'était passé en Yougoslavie en 1948, à la veille du conflit soviéto-yougoslave; les spécialistes soviétiques reçurent alors l'ordre de quitter la Yougoslavie. Cette nouvelle du départ des Soviétiques de Chine fit le tour du monde, et il fut désormais admis comme un fait définitif qu'il n'y avait pratiquement plus de techniciens russes en Chine.

La réalité paraît une fois de plus différente et sensiblement plus complexe.

Tout d'abord, les sources — plus que réduites d'ailleurs en provenance de Chine ne parlaient pas d'un exode général des spécialistes soviétiques. La presse de Tito ne donna plus aucune précision sur ce sujet, n'y fit même plus allusion. D'autres journalistes faisaient preuve d'une grande prudence (par exemple l'édition hebdomadaire du *New York Times* du 28 août faisait état du départ de deux cents spécialistes soviétiques seulement).

Une fois admis que tous les Soviétiques n'avaient pas quitté la Chine, des hypothèses nombreuses pouvaient être formulées.

Ce n'était pas la première fois que parvenaient des nouvelles sur les départs des spécialistes soviétiques avec leurs familles. En juin 1954, la radio de Pékin annonçait que le gouvernement soviétique avait récemment décidé de rappeler un certain nombre de ces spécialistes en Chine « pour les faire participer dans la grande œuvre de l'édification du communisme ». En juin-juillet 1957, des rapports parvinrent sur les nouveaux départs des spécialistes soviétiques, auxquels les associations locales des amis sino-soviétiques offraient des réceptions d'adieu. Le nombre total des spécialistes soviétiques diminua sensiblement : selon certaines estimations, ils étaient environ 6.000 en 1956 et ils furent réduits à moitié à la fin de 1957.

Outre l'expiration des contrats de trois ans, une autre explication n'est pas à rejeter : au cours de dix précédentes années, les Chinois ont pu apprendre aux côtés des Soviétiques différents métiers techniques qualifiés, de même que les Soviétiques ont pu procéder à une mutation de leur personnel, d'autant plus que ceux qui ont assisté au cours de 1959 aux folies du « grand bond en avant » (hauts fourneaux, etc.) sans pouvoir les empêcher, ont pu souhaiter leur retour en U.R.S.S.

Le congrès de Hanoï

Le récent congrès du P.C. du Viet-Nam qui a eu lieu en septembre donna une autre occasion de verser une nouvelle pièce fictive au dossier des conflits sino-soviétiques. Le procédé fut très simple : le chef de la délégation chinoise, Li Fou-choun fut présenté d'avance « très antisoviétique » et on annonça que son intervention au congrès était contraire à celle du délégué soviétique Moukhitdinov, bien entendu sur la question de « l'inévitabilité des guerres ».

Or, les choses se passèrent très différemment. Tout d'abord, la délégation du P.C. soviétique s'arrêta à l'aller à Pékin, où elle fut accueillie par des représentants du P.C. chinois (ce qui indiquait déjà que les rapports entre les deux partis n'étaient pas rompus). Ensuite, au congrès, les chefs des deux délégations tinrent un langage rigoureusement identique sur la question de la guerre. Selon la radio de Hanoï, Moukhitdinov déclara que « la guerre peut désormais être empêchée grâce à la force croissante du camp socialiste, fait qui a changé le rapport des forces international en faveur des pays socialistes ». Li Fou-choun à son tour répéta le lieu commun que « l'unité des forces communistes dans la lutte contre l'impérialisme peut empêcher une nouvelle guerre ».

A l'issue du congrès, un meeting fut organisé à Hanoï où les chefs des deux délégations prirent la parole et Moukhitdinov rentra à Moscou via Pékin.

Le premier discours de Khrouchtchev à l'O.N.U.

A l'époque de Staline, beaucoup attachaient une importance au moins excessive à l'ordre dans lequel on énumérait les membres du Politburo soviétique; cet ordre aurait reproduit, pensaient-ils, les positions respectives de force et de faiblesse dans l'entourage immédiat de Staline. La décision post-stalinienne de mentionner les membres du Politburo dans l'ordre alphabétique a rendu impossibles ces supputations hasardeuses. Mais le conflit sino-soviétique a donné lieu à un autre jeu : on compte le nombre des mots consacrés à un événement par la presse et la radio chinoises et soviétiques, pour en déduire les nouveaux symptômes de divergence. Le séjour de Khrouchtchev à l'O.N.U. a évidemment fourni pour cela une occasion idéale. C'est ainsi que le service de presse et d'écoute d'une radio d'ailleurs animée des meilleures intentions a présenté ainsi l'arrivée de Khrouchtchev :

« L'Agence de presse officielle Chine Nouvelle, qui jusqu'à maintenant a fait un minimum de commentaires sur la visite à New-York du premier soviétique, a rendu compte largement des manifestations d'hostilité dont les leaders soviétiques et des autres pays communistes ont fait l'objet. Dans son service en langue anglaise, l'Agence n'a consacré que dix lignes à l'arrivée de Khrouchtchev, douze à sa rencontre avec Fidel Castro et deux à sa présence à la séance inaugurale de l'Assemblée générale, mais elle a consacré cinquante-six lignes, cependant, aux manifestations antisoviétiques. »

Lorsque, trois jours plus tard, Khrouchtchev prononça son premier discours, la même méthode de calcul permit d'arriver à ces rapprochements qu'on voulait pleins de sens.

« Le seul pays communiste à ne pas partager l'enthousiasme général fut la Chine. Bien que le discours ait été prononcé vendredi (23 septembre) l'Agence « Chine Nouvelle » attendit vingt-quatre heures pour en parler et lui consacrer exactement cinquante-sept mots, beaucoup moins qu'il n'en a consacré au discours du délégué américain James Wadsworth. Il n'y eut pas de commentaires chinois. »

Malheureusement pour cette méthode, ce même jour, le 26 septembre, la presse de Pékin, à commencer par l'organe du P.C., *Quotidien du peuple*, publia des commentaires très flatteurs sur le discours de Khrouchtchev, commentaires que la *Pravda* du lendemain reproduisit sans attendre dans une correspondance envoyée de Pékin.

La célébration du 1^{er} octobre

Le fait qu'aucune délégation n'était venue de Moscou pour assister à la cérémonie organisée à Pékin fut évidemment interprété comme un signe de « tension ».

Pourtant, si les mêmes correspondants de Pékin et d'ailleurs avaient pris la peine de consulter la collection de n'importe quel journal de Pékin ou de Moscou, ils auraient pu facilement constater qu'en 1958 il n'y avait pas non plus de délégation soviétique et que si, en 1957, une délégation du Soviet suprême, très pâle, conduite par Aristov, avait figuré aux cérémonies, c'est qu'elle s'était trouvée à ce moment à Pékin pour des raisons toutes différentes.

Par contre, il y a eu, comme d'habitude, d'autres manifestations rituelles : une séance solennelle à Moscou, les articles des journaux, un message de Khrouchtchev à Mao et des discours à Pékin célébrant l'amitié sino-soviétique et l'unité du camp socialiste. Même à l'intérieur de l'U.R.S.S., cet anniversaire fut célébré ; à Kiev, par exemple, une exposition spéciale de livres chinois avait été organisée ; elle donna lieu à ce commentaire du service d'écoute déjà cité dont on nous permettra de faire l'autopsie :

« Les observateurs occidentaux ont déclaré [en général, quand un journaliste parle d'« observateurs », il faut traduire : moi, qui écris, et mes collègues immédiats] que cette nouvelle (de l'exposition de livres chinois à Kiev) pouvait être pleine de signification. Pendant les neuf [pourquoi neuf ?] derniers mois ou presque, on a rarement entendu dire qu'une publicité de ce genre ait été faite aux Chinois dans quelque domaine que ce soit. [Le commentateur est-il assuré que ce dont il n'a pas entendu parler n'existait pas ?]

« De plus, Kiev, capitale de l'Ukraine, est une ville qui entretient des rapports étroits avec le Premier soviétique, N. Khrouchtchev. [Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire, ces rapports étroits entre Kiev et Khrouchtchev ? Est-ce que, par hasard, le « Premier soviétique » serait, comme un ministre français, dans l'obligation de choisir une ville où il exerce une influence particulière — sa ville, son fief électoral — pour se livrer à certaines opérations personnelles ? Curieuse conception du régime soviétique !]

« Selon les observateurs [toujours eux !], il est encore trop tôt pour affirmer [que n'ont-ils fait montre d'autant de prudence quand ils ont lancé des nouvelles qu'il va leur falloir aujourd'hui démentir !] qu'il s'agit là d'une tentative visant à améliorer les relations sino-soviétiques, mais cette possibilité n'est cependant pas à négliger, particulièrement en ce moment. Radio-Kiev a souligné que parmi les livres exposés figurent les œuvres de Mao Tsé-toung. »

Et voilà : pour se réconcilier avec Mao, Khrouchtchev n'a pas trouvé mieux que de lui faire de loin ce petit geste d'amitié. Voyez, lui fait-il savoir, je ne suis pas méchant avec vous : j'expose vos livres dans ma bonne ville de Kiev.

On connaît les servitudes de la publication quotidienne : il faut donner des informations, même quand l'actualité n'offre rien de particulièrement remarquable. Mais n'est-ce pas un péché contre l'esprit que de vouloir à tout prix faire dire quelque chose à des faits qui ne signifient rien, simplement pour alimenter la chronique ? On finit par inventer purement et simplement, ce qui condamne, une fois qu'on a commencé, à inventer encore pour justifier les inventions précédentes, que les événements ont controuvés : on en vient à vivre dans un monde purement imaginaire.

Le culte de Mao

Laissons les supputations des « observateurs occidentaux » sur les apparitions, les disparitions, les réapparitions de Mao. Ce sont là aussi de ces « faits » mal vérifiés, et pour cause, auxquels on attache une importance le plus souvent disproportionnée et versons au dossier des pièces dont l'intérêt nous paraît beaucoup plus grand puisqu'elles prouvent que Mao Tsé-toung continue à être l'objet d'un vrai « culte de la personnalité », ce qui ne se fait pas sans sa volonté, et ce qui en dit long à la fois sur son pouvoir et sur son état d'esprit...

Si l'on en croit l'agence *Chine Nouvelle*, on est en train de mettre en musique les œuvres du président Mao.

Un jeune Chinois, Wang Tien-huai, fils d'un pauvre paysan (comme il le faut pour faire carrière communiste en Chine), avait révélé dès l'enfance ses dons musicaux, mais dut renoncer à ses études à cause de sa pauvreté à l'époque ignoble de Tchang Kai-shek. Quand s'installa le pouvoir populaire, l'enfant put laisser libre cours à ses dons et il composa plus de cent chansons « reflétant le grand bond en avant », en particulier dans une chanson intitulée « *Vingt ans en un seul jour* ». Or, ce jeune musicien vient de mettre en musique le poème du président Mao : « *Le défilé de Louchan* ».

Empruntons au *Times*, qui a publié du 11 au 15 juillet cinq articles d'un témoin oculaire qui rentrait de Chine, un exemple du « culte de Mao » :

« ... Quel est donc l'homme responsable de cet envol mythique qui a conduit la Chine à ces excès en politique intérieure, à ces erreurs flagrantes dans le domaine de la politique extérieure ? La réponse se trouve dans ce buste que l'on vend partout en Chine, dans ce visage qui vous contemple de son cadre dans tous les lieux publics et dans la plupart des habitations : l'homme dont chaque Chinois se doit d'avoir lu les œuvres, le chef suprême de l'Etat chinois, le puissant leader du Parti communiste chinois, le président Mao... La Chine, aujourd'hui, donne l'impression d'une nation entraînée par la volonté d'un seul homme, soumise à ses obsessions et esclave de ses moindres désirs. Au cours des trois dernières années, à partir du moment même où l'étoile divine a donné naissance au système des communes, le culte de Mao atteint des hauteurs vertigineuses (qui d'autre que Mao exigerait ce culte ?). La dernière campagne de propagande invitant le peuple à lire ses ouvrages fut orchestrée avec une telle minutie que les effets s'en faisaient sentir dans toutes les usines et les communes. »

« Cette insistance sur le culte exclusif de Mao et de Mao seul est apparente dans les journaux depuis le début du « grand bond en avant ». Il est intéressant de noter que les critiques de cette tendance ont été systématiquement rendus responsables des différents revers qu'elle a connus (confusion économique de 1958, ajournement des projets de communes urbaines)... »

C'est toujours au culte de Mao qu'a trait l'article dont on trouvera l'essentiel ci-dessous. Il est traduit de la revue *Zhongguo Funu (Femme chinoise)* qui l'a publié dans son numéro du 16 janvier 1960. Il est signé Tsang Yu et il porte ce titre en forme de slogan (très caractéristique de la presse chinoise) : « *D'un cœur audacieux, prenons la résolution de bien étudier la pensée de Mao Tsé-toung.* » Car, ainsi que l'on faisait en U.R.S.S. pour les œuvres de Staline du temps du « culte de la personnalité » (et dans le Parti

Chronique du mouvement communiste mondial

GHANA

UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE GHANÉENNE EN TCHÉCOSLOVAQUIE.

Depuis quelque temps déjà, on constate un rapprochement entre la République du Ghana et les pays du bloc communiste. C'est ainsi qu'une délégation parlementaire ghanéenne s'est rendue en Tchécoslovaquie au mois de septembre. Présidée par M. Avare, commissaire général pour la région du Volta, cette délégation a visité non seulement Prague, mais également Ostrava, Gottwaldov, Bratislava et Brno. Elle a été reçue par les principaux dirigeants communistes tchécoslovaques.

Dès son arrivée, M. Avare a tenu à souligner « les bonnes relations commerciales existant déjà entre les deux pays, puisqu'il est possible de trouver des produits tchécoslovaques dans chaque foyer ghanéen ». « Nous admirons les succès atteints par le peuple tchécoslovaque en quinze années, a précisé encore M. Avare, à la fin desquelles il a décidé d'adopter une constitution socialiste... Nous savons que le peuple tchécoslovaque ressent de la sympathie envers les aspirations des nations telles que le Ghana. L'intention du gouvernement de la République ghanéenne est d'édifier le socialisme dans notre pays. C'est une tâche difficile, mais nous sommes convain-

cus que nous y arriverons avec l'aide de la Tchécoslovaquie. »

D'autre part, dans un discours qu'il a prononcé à l'Assemblée nationale à Prague, M. Avare a affirmé que le séjour de la délégation ghanéenne doit renforcer la coopération économique existant entre les deux Etats, qui « servira de base pour une coopération politique étroite ».

Enfin, dans une interview accordée à l'agence de presse tchécoslovaque C.T.K., M. Avare a déclaré que la délégation « qui est une mission de bonne volonté » voulait, à l'occasion de son voyage dans les Etats communistes, tirer une leçon pour savoir « comment tracer la voie du Ghana vers l'avenir afin d'y édifier un régime socialiste ».

INDONÉSIE

LE CHEF DU P.C. DANS LA DÉLÉGATION A L'O.N.U.

Quand il s'agit de dépenser l'argent d'Etat dans les voyages et de doser son équilibre politique entre l'Armée et les communistes, Soekarno n'a pas d'égal, même parmi les champions du neutralisme positif. Ainsi, la délégation qu'il a conduite à l'Assemblée générale de l'O.N.U. comptait trente membres. Les deux personnalités les

communiste français pour les œuvres de Thorez), on exige de chaque communiste qu'il étudie les écrits de Mao.

« A l'heure actuelle, écrit Tsang Yu, l'appel à l'étude de la pensée de Mao Tsé-toung, concrétisation de la doctrine de Marx et de Lénine, retentit dans tout le pays. Le mouvement grandiose et retentissant a déjà commencé. Cette étude est très importante, indispensable, urgente pour toute adhérente comme pour tout adhérent du Parti. »

Après avoir rappelé la tâche qui incombe à tout communiste « vivant à l'époque de Mao », l'auteur demande aux militants « de ne pas trouver ennuyeuse l'étude de la doctrine de Marx et de Lénine », et notamment celle du processus qui conduit « de la métaphysique à la pensée de Marx, ...et de là à la sinisation qui a enrichi la doctrine de Marx et de Lénine, c'est-à-dire la pensée de Mao Tsé-toung ».

Celle-ci est ainsi définie, sans crainte des redites (et nous ne donnons que des fragments) :

« La pensée de Mao Tsé-toung est la concrétisation et l'adaptation parfaite de la doctrine de Marx et de Lénine qui a valeur universelle. La pensée de Mao Tsé-toung est l'expression de la doctrine de Marx et de Lénine dans les différentes phases de la révolution chinoise et du socialisme. La pensée de Mao Tsé-toung est le modèle suprême de notre étude rationnelle. Elle est la règle de nos actions. Notre Parti, se fondant sur la pensée de Mao Tsé-toung, régleme les plans, perfectionne la doctrine de Marx et de Lénine en la rendant chinoise. Si nous ne comprenons pas cela, nous commettrons des erreurs. C'est pourquoi nous devons étudier les écrits de Mao Tsé-toung, nous armer de sa pensée, la posséder. »

Il serait fastidieux de reproduire cette espèce de litanies qui se poursuivent pendant cinq pages de la revue (de la page 6 à la page 10) sans apporter d'autre vigueur à la démonstration que ces répétitions obsessionnelles. En ces cinq pages, le nom de Mao Tsé-toung se trouve trente fois, celui de Lénine quinze et celui de Marx dix-sept. Bien entendu, il n'est question ni de Staline ni de Khrouchtchev.

Glanons au hasard quelques passages un peu plus saillants dans cette prose monotone :

« Lors des remous politiques, beaucoup de membres du Parti ne peuvent pas s'orienter, ne distinguent pas le bien du mal. Il y en a même qui chancellent [expression typiquement communiste], débordés, et commettent des erreurs. Quelle en est la cause ? Bien que les conditions de chacun [cela aussi, c'est une expression communiste] ne soient pas identiques, la cause commune, mais primordiale, c'est d'avoir mal étudié la pensée de Mao Tsé-toung... »

« ... Nous sommes tous des communistes, mais souvent, face à la réalité, nous devenons psychologues. Pourquoi ? La réponse est toujours la même : l'insuffisance dans l'étude de la pensée de Mao Tsé-toung, d'où découle l'incapacité à faire la démarcation entre le matérialisme et la psychologie, la confusion entre la pensée et la réalité objective. »

« La pensée de Mao Tsé-toung est pour la pensée de chacun un remède contre la maladie. Elle est la boussole de nos actions. Si l'on possède la pensée de Mao Tsé-toung, on peut réussir dans le travail. Sans elle, il y aura des erreurs. »

A côté de ce débordement, le culte de la personnalité de Khrouchtchev est la discrétion même.

plus éminentes, outre Soekarno lui-même, étaient le général Nasutin, chef de l'Etat-major suprême de l'armée et *Dipa N. Aidit, chef du Parti communiste indonésien.*

Le secrétaire général du P.C. s'honorait déjà de trois promotions dont il est redevable à Soekarno : il est membre du Conseil consultatif suprême, du Parlement et du Congrès populaire, trois institutions dont les membres ont été nommés par Soekarno. Venu à l'Assemblée générale de l'O.N.U., Aidit pouvait se parer d'un titre unique : il était le seul chef communiste, en dehors des délégations des pays communistes, à faire partie d'une délégation aux Nations Unies.

Le prochain « pas en avant » prévu par les communistes est l'entrée de Aidit (ou d'un de ses lieutenants) dans le gouvernement de Soekarno, décision que celui-ci a évitée jusqu'à maintenant, par crainte des réactions des milieux militaires et musulmans.

ITALIE

LE P.C.I. A FIXÉ SA TACTIQUE POUR LES ÉLECTIONS ADMINISTRATIVES.

Dans la soirée du 24 septembre 1960, le Conseil national du Parti communiste italien, réuni à Rome, a fixé la tactique du Parti pour les élections administratives du 6 novembre 1960. Elle se résume en trois mots : « contre la D.C. ». Jamais encore le P.C.I. n'avait pris position aussi violemment et ouvertement contre la Démocratie chrétienne : elle est condamnée en bloc, inconditionnellement et sans nuance.

Togliatti, tout en acceptant sur le plan *gouvernemental*, la formule de centre-gauche, la rejette totalement pour les conseils communaux et provinciaux : « abandonner les positions locales, c'est renforcer le monopole D.C. et faire évoluer la situation vers la droite ». Donc : tenir les « positions de pouvoir » locales en alliance avec le P.S.I. (naguère confirmée par Nenni), voilà le but.

Togliatti a fourni lors de son exposé les renseignements suivants sur les conseils aux mains d'une coalition socialo-communiste :

- 24 conseils provinciaux;
- 248 conseils communaux de communes de plus de 10.000 habitants;
- 1.410 conseils communaux de communes de moins de 10.000 habitants.

JAPON

SUCCÈS ÉLECTORAUX DU P.C.J.

Depuis les incidents violents qui se sont déroulés au printemps à Tokyo et à la suite desquels le président Eisenhower décida d'ajourner sa visite au Japon, les signes des progrès du Parti communiste japonais n'ont cessé de se multiplier. On estime qu'au cours de ces derniers mois, près de trois mille personnes ont adhéré au P.C.J., permettant ainsi à celui-ci de doubler ses effectifs dans plusieurs départements.

Ces progrès ont permis au P.C.J. de connaître des succès électoraux non négligeables lors d'élections partielles qui se sont déroulées récemment au Japon. C'est ainsi qu'à Nase, dans le district de Kageshima, les six candidats du Parti communiste ont été élus et ont enlevé pour la première fois la première place au conseil local.

Quelques jours auparavant, on avait enregistré dans la préfecture d'Hiroshima un autre succès communiste, à Gion. Jamais, jusqu'alors, un représentant communiste n'avait fait partie de ce conseil. D'autres succès du P.C.J. ont été également remarqués dans les préfectures de Saga, d'Ibaraki, de Fukui, de Toyama, de Fukuoka et d'Ishikawa. Fait particulièrement significatif : partout, le Parti communiste a obtenu l'appui de personnalités politiques et d'intellectuels ayant participé activement aux manifestations et aux réunions contre le traité militaire américano-japonais ainsi que contre les armes atomiques.

RUANDA-URUNDI

DÉCLARATIONS DE DIRIGEANTS AFRICAINS AUX « IZVESTIA ».

Profitant de son séjour au Congo ex-belge, l'envoyé spécial de *Izvestia* à Léopoldville, N. Khokhlov, s'est rendu dans les territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi où il s'est entretenu avec deux dirigeants politiques, Paul Kabanguka et Simon Muniakasi, membres de l'« Union nationale ruandaise », organisation qui semble connaître aujourd'hui les faveurs des communistes (1).

Après avoir attaqué violemment l'administration belge, Paul Kabanguka déclara : « L'union et la consolidation de toutes les forces anticoloniales, voilà ce qui caractérise à présent la vie politique de notre pays. Nous sommes des adversaires convaincus du racisme et de toute haine tribale. Nous voulons l'égalité complète de toutes les races, l'indépendance immédiate, la liquidation du régime colonial. »

De son côté, S. Muniakasi s'en prit aux leaders politiques ruandais qui entendent collaborer avec l'administration belge. « Les « gouvernements de cour », précisa-t-il, ne décident rien. Les Belges les maintiennent en place pour donner le change et afin que se prolonge leur autorité coloniale au Ruanda-Urundi. »

Khokhlov demanda ensuite à ses interlocuteurs quelle influence pouvait avoir le « Mouvement de libération nationale congolaise sur la situation au Ruanda-Urundi ». « Nous soutenons de tout cœur le peuple du Congo, répondit Kabanguka. L'expulsion des agresseurs impérialistes du territoire du pays voisin facilite notre lutte. La victoire des Congolais suscite notre enthousiasme. »

Pour conclure, les deux dirigeants de l'U.N.A.R. lancèrent un véritable appel à l'Union soviétique pour qu'elle vienne en aide aux « patriotes ruandais » : « Le régime de tutelle sert de paravent à l'arbitraire des impérialistes. Les patriotes du Ruanda-Urundi ont adressé de nombreuses lettres à l'O.N.U. demandant à l'organisation internationale de nous aider. L'un de ces documents envoyés à New-York avait pour en-tête : « S.O.S. - Sauvez nos âmes ! » Mais toujours pas de réponse, le même silence de mort. Combien de temps cela durera-t-il encore ? L'O.N.U. permettra-t-elle que la Belgique appuyée par d'autres Etats impérialistes plus puissants, transforme notre pays en champ d'opération militaire ? Qui nous aidera ? C'est la première fois qu'il nous a été donné de rencontrer un Soviétique. Ecrivez à Moscou tout ce que nous vous avons dit, afin que l'Union soviétique sache que le Ruanda-Urundi exige son indépendance sans délai... »

(1) Voir, à ce propos, *Est et Ouest*, n° 225 : Chronique Ruanda-Urundi : « Un parti qui intéresse les communistes ».